

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'EXPÉRIENCE DE MÉPRIS SOCIAL COMME MOTEUR DE L'ACTION
COLLECTIVE DE GROUPES MARGINALISÉS

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN PHILOSOPHIE

PAR

YANNICK GINGRAS

JUIN 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire de maîtrise est le fruit d'un travail qui n'aurait jamais vu le jour sans ma directrice, madame Dominique Leydet. Faire un mémoire de maîtrise à ses côtés a été pour moi une leçon de modestie intellectuelle. Accordant une grande importance à la précision et à la clarté de ce qu'on écrit, Dominique m'a aidé à mettre des mots sur les problèmes qui m'intéressaient dès le départ de ce projet. Je garderai de bons souvenirs de nos échanges au parc Lafontaine ou dans des cafés. Je suis reconnaissant de tout le travail qu'elle a fait pour me permettre d'avancer dans ce projet de recherche. Elle m'a aussi permis de rencontrer de belles personnes par l'entremise du CRIDAQ. Enfin, un grand merci pour le soutien financier et les nombreuses lettres d'appui pour des bourses qui m'ont permis de me concentrer sur ce projet.

J'aimerais également remercier des professeurs qui ont contribué à ce mémoire. D'abord, je remercie Vincent Guillin dont l'originalité de ses séminaires et la rigueur intellectuelle m'ont donné le goût d'étudier et de lire sur des sujets variés. Je remercie également Pascale Dufour d'avoir accepté d'être sur mon comité et d'avoir accepté que je participe à son séminaire sur l'action collective à l'automne 2022. Enfin, je remercie Regine Strätling avec qui j'ai participé à une école d'été à Berlin en 2023. Merci du fond du cœur, Regine !

Plusieurs amis m'ont aidé moralement dans cette aventure par leur présence dans ma vie. Merci à Romain pour les encouragements, les conseils et les moments à la fontaine du parc Baldwin. Merci à Stéphanie, Roxanne et P-O pour leur amitié, les confidences et les soirées festives au chalet. Merci à Olivier pour les discussions sur le marxisme. Merci à Noée pour les rires aux éclats et les folies des derniers temps. Merci à Laurence d'avoir cru en moi depuis le début. Merci à Sylvain de m'avoir fait découvrir le monde. Merci à Isabelle et Jean pour les soupers. Merci à Maya pour les séances d'étude à « Thésèz-vous! ». Merci à Lori pour les *partys*. Merci à mes camarades Chantal et Malik du Centre Internationaliste Ryerson pour leur accueil. Merci à Mira pour les discussions à Berlin. Finalement, un énorme merci à ma grande sœur Mélanie. J'aurais aimé fêter cette victoire avec toi.

*J'ai voyagé à travers la planète et les époques
Et partout où je suis allé on m'a appelé révolte
On a souvent ramassé mon corps à petite cuillère
Mais je suis vivant aujourd'hui aussi fort qu'hier*

Manu Militari, Révolte

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
RÉSUMÉ.....	v
ABSTRACT	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 La théorie de la mobilisation des ressources : contributions et limites pour la question des mobilisations improbables	10
1.1 La révolte d’Attica : le bruit qui précède la fureur des opprimés	10
1.2 Les obstacles à la mobilisation de groupes marginalisés	13
1.3 La théorie de la mobilisation des ressources et les mobilisations improbables	15
1.4 Taxinomies autour du concept de ressource.....	18
1.5 Des mécanismes d’acquisition de ressources et des facteurs macrosociologiques.....	20
1.6 La théorie de la mobilisation des ressources : avantages et limites	24
1.6.1 Problème #1 : Réduction du contenu normatif au concept de ressource	25
1.6.2 Problème #2 : Critique de la réification	26
1.6.3 Problème #3 : Abstraction de concepts critiques issus de la critique sociale	27
1.7 Critique sociale et négativisme méthodologique.....	28
1.8 Conclusion du premier chapitre	32
CHAPITRE 2 La théorie de la reconnaissance pour étudier les mobilisations improbables	33
2.1 Théorie de la reconnaissance et mobilisations improbables.....	33
2.2 Matérialité de la reconnaissance, imbrication de rapports sociaux et identité collective	41
2.2.1 Matérialité de la reconnaissance comme présence dans l’environnement social	42
2.2.2 Imbrication de rapports sociaux : entre reconnaissance, exploitation et domination	44
2.2.3 Reconnaissance et identité collective.....	49
2.3 Conclusion du second chapitre.....	57
CONCLUSION	59
BIBLIOGRAPHIE	66

RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise s'intéresse à l'action collective de groupes marginalisés. Son objectif principal est de réfléchir à la possibilité pour la théorie critique et certains de ses concepts de venir enrichir une étude portant sur ce type de mobilisation. Désignées par la sociologie des mouvements sociaux comme étant des mobilisations improbables (Collovard et Mathieu, 2009), les actions collectives de groupes marginalisés sont principalement étudiées par la théorie de la mobilisation des ressources (Siméant, 1998; Mathieu, 2001). Or, ces études semblent accorder peu d'attention au concept d'expérience qui, pourtant, comme l'ont démontré des auteurs se réclamant de la théorie critique (Honneth, 2000; Renault (2017a); Fischbah (2008)), peut mettre en lumière les motivations morales derrière les mouvements sociaux. Le but de cette recherche n'est pas d'écarter la théorie de la mobilisation des ressources en la déclarant inutile pour l'étude des mobilisations improbables. Au contraire, cette théorie met en lumière plusieurs mécanismes à l'œuvre lors d'une lutte sociale menée par des groupes exclus. Elle est donc essentielle. Il s'agit plutôt de voir comment enrichir cette théorie en lui ajoutant une perspective critique. Pour ce faire, nous étudierons la possibilité pour la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth (2001; 2007) et son concept de mépris social de venir compléter cette théorie afin de permettre au chercheur d'enrichir son analyse par une dimension critique. Pour mettre en dialogue ces théories sociologique et philosophique, nous mobiliserons le cas d'étude de la révolte d'Attica (1971), en nous appuyant plus spécifiquement sur des travaux de l'historienne Heather Ann Thompson (2016).

Mots clés : mobilisation improbables; théorie de la mobilisation des ressources; théorie de la reconnaissance; mépris social; théorie critique; révolte d'Attica (1971).

ABSTRACT

This master's thesis focuses on the collective action of marginalized groups. Its main objective is to reflect on the possibility of critical theory and some of its concepts enriching a study of this type of mobilization. Designated by the sociology of social movements as unlikely mobilizations (Collovard and Mathieu, 2009), collective action by marginalized groups is mainly studied by resource mobilization theory (Siméant, 1998; Mathieu, 2001). Yet these studies seem to pay little attention to the concept of experience which, however, as authors from critical theory have demonstrated (Honneth, 2000; Renault (2017a); Fischbah (2008)), can shed light on the moral motivations behind social movements. The aim of this research is not to dismiss resource mobilization theory as irrelevant to the study of unlikely mobilizations. On the contrary, this theory sheds light on several mechanisms at work during a social struggle led by excluded groups. It is therefore essential. Our aim is to see how this theory can be enriched by adding a critical perspective. To this end, we will examine the possibility of Axel Honneth's (2001; 2007) theory of recognition and his concept of social contempt complementing this theory, enabling the researcher to enrich his research with a critical dimension. To put these sociological and philosophical theories into dialogue, we will mobilize the case study of the Attica revolt (1971) around the work of historian Heather Ann Thompson (2016).

Keywords : improbable mobilization; resource mobilization theory; recognition theory; social contempt; critical theory; Attica revolt (1971).

N.B. Utilisation de Deeple pour une première traduction.

INTRODUCTION

Dans ses « Thèses sur le concept d'histoire », le philosophe Walter Benjamin invite l'historien à « brosser l'histoire à rebrousse-poil » (Löwy, 2018, p. 93). Selon l'interprétation de Michael Löwy, cette injonction a deux significations. D'abord, elle est historique : « il s'agit d'aller à contre-courant de la version officielle de l'histoire en lui opposant la tradition des opprimés » (Löwy, *ibid.*, p. 98). Ensuite, elle est politique :

La rédemption/la révolution n'aura pas lieu grâce au cours naturel des choses, le « sens de l'histoire », le progrès inévitable [...]. Laisse à elle-même, ou caressée dans le sens du poil, l'histoire ne produira que de nouvelles guerres, de nouvelles catastrophes, de nouvelles formes de barbarie et d'oppression (Löwy, *Ibid.*).

L'injonction benjaminienne et l'interprétation proposée par Michael Lowy ont, en quelque sorte, guidé ma recherche. En effet, ce mémoire de maîtrise entend répondre à l'injonction benjaminienne en s'intéressant aux luttes menées par des opprimés qui n'apparaissent pas dans les canons historiques officiels. En ayant comme sujet principal les mobilisations improbables, c'est-à-dire les mobilisations de groupes fortement marginalisés et opprimés, ce mémoire est, d'une certaine façon, une manière de mettre en lumière leurs luttes, qui sont en général exclues des récits historiques officiels. Mais encore, en s'inscrivant dans la tradition de la philosophie sociale, ce mémoire prend partie pour les luttes des opprimés en cherchant non seulement à expliquer leurs luttes, mais aussi à les comprendre.

L'objectif principal de ce mémoire est de proposer une réflexion sur l'action collective réalisée par des groupes fortement marginalisés (chômeurs, sans papiers, personnes en situation d'itinérance ou incarcérées, travailleuses du sexe, etc.) qui peut apparaître parfois comme un « miracle social » (Bourdieu, 1998). Les mobilisations improbables ont suscité un intérêt dans la francophonie – et plus particulièrement en France – depuis les années 1990. La grève des chômeurs en France au milieu des années 1990 a amené des chercheurs à s'intéresser à ce type de mouvements sociaux (Demazière et Pignomi, 1998). Depuis, quelques chercheurs se sont intéressés aux mobilisations de mal-logés (Pechu, 1996), de travailleuses du sexe (Mathieu 2001), de sans-papiers, de prisonniers (Siméant, 1998; 2009) ou de personnes précaires (Chabarnet et al., 2011). Plus récemment, des études ont porté notamment sur des mobilisations de prisonniers

(Charbit et Ricordeau, 2018), de chômeurs au Maroc (Montserrat, 2020) et de mobilisations survenues notamment dans des quartiers populaires de la France et du Québec (Talpin et al., 2021).

La théorie avec laquelle sont étudiées ces actions collectives est principalement celle de la mobilisation des ressources. Ce paradigme cherche à mettre en lumière les processus d'acquisition de ressources nécessaires pour expliquer la naissance de mouvements sociaux (McCarthy et Zald, 1977). Dans ce paradigme, les actions collectives de groupes précaires sont considérées comme improbables (Montserrat, 2020). Cette improbabilité s'explique par une série d'obstacles venant mettre un frein à tout élan de mobilisation. Parmi ces obstacles, on note, notamment, les conditions matérielles d'existence dans lesquelles se trouvent certains groupes sociaux (Collovard et Mathieu, 2009) ou encore leur mise à l'écart des organisations de solidarité (Chabanet et al., 2011). Les obstacles importants à la lutte pour certains groupes marginalisés expliquent selon des chercheurs pourquoi le rôle de passager clandestin est plus fréquemment observé chez eux (Siméant, 1998). En effet, les personnes membres de groupes précaires seraient plus tentées à laisser des acteurs externes à leur groupe social lutter pour eux afin d'éviter les coûts associés à la lutte sociale.

En mobilisant une conception rationaliste et utilitariste de l'action humaine, la théorie de la mobilisation des ressources conçoit les individus de la société comme des êtres rationnels qui s'engagent dans l'action collective en évaluant les coûts et les bénéfices que peut leur rapporter une lutte sociale. En effet, les conflits sociaux actuels témoignent de cette volonté pour les acteurs sociaux d'obtenir des gains et des bénéfices. En témoignent notamment les slogans syndicaux communs comme « on veut une bonne convention » (CSN) ou encore « un salaire juste pour un travail indispensable » (Syndicat canadien de la fonction publique). On peut également penser à nos propres expériences à travers des mouvements sociaux. Je me souviens d'avoir participé à une mobilisation collective lorsque j'étais travailleur communautaire dans un site d'injection supervisée. Si ce que nous souhaitions alors c'était plus de reconnaissance et de respect de la part de nos supérieurs, les enjeux relatifs au salaire et aux avantages sociaux demeuraient néanmoins fondamentaux. Je continue de penser que ces enjeux monétaires étaient au cœur de notre lutte. On ne saurait donc nier l'importance de prendre en compte les processus décisionnels et motivationnels de type utilitariste qui poussent les gens à se mobiliser. Les études des mouvements sociaux par l'entremise de la théorie de la mobilisation des ressources demeurent donc centrales et incontournables. Si elles le sont, c'est parce que le cadre de la mobilisation des ressources permet

de mettre en relief les multiples interactions entre la société et les mouvements sociaux, permettant ainsi à ces derniers d'acquérir des ressources. Parmi ces ressources, on note notamment les ressources matérielles, humaines, culturelles, informationnelles et socio-organisationnelles (Snow et al., 2004). Elles sont toutes importantes.

Le cœur de ma problématique de recherche découle cependant d'un constat, à savoir que le concept d'expérience est peu mobilisé, voire pas du tout, dans les études portant sur les mobilisations de groupes marginalisés. Si nous ne pouvons pas négliger la conception de l'action humaine propre à la théorie de la mobilisation des ressources, d'autres types de processus décisionnels et motivationnels existent et peuvent expliquer les motifs derrière les luttes sociales et les mobilisations improbables en particulier (voir notamment le travail de Blais (2021) sur la peur comme facteur motivationnel dans les luttes féministes). Mais si l'expérience vécue par les acteurs à la marge me semble centrale, c'est qu'elle semble pouvoir expliquer pourquoi des groupes plongés dans des conditions de vie difficile, et dont le coût de l'action collective peut être énorme, choisissent néanmoins le passage à l'action collective. En effet, qu'est-ce qui motive la lutte sociale de groupes sociaux constitués de chômeurs, de personnes assistées sociales, de travailleuses du sexe de rue, de personnes en situation d'itinérance ou incarcérées lorsque les coûts associés à une lutte peuvent être importants ? Doit-on conclure que les actions de groupes à faibles ressources sont irrationnelles ? Que leur prise de risques n'est pas bien calculée ? La thèse de mon mémoire de maîtrise est la suivante : une expérience de mépris social peut aussi expliquer les mobilisations improbables et la volonté d'intégrer des relations de reconnaissance justes peut être un facteur motivationnel pour entrer en lutte.

Si la théorie de la mobilisation des ressources porte peu d'attention à la subjectivité des acteurs (Pleyers et Capitaine, 2016), la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth (2000), elle, la prend en compte. En remaniant la théorie hégélienne de la reconnaissance, Honneth visait à revenir à une analyse en termes de contenu normatif pour expliquer les mouvements sociaux. Il cherchait, en effet, à s'éloigner des cadres théoriques dominants dans la sociologie des mouvements sociaux – la théorie de la mobilisation des ressources et la théorie du processus politique – afin de porter une attention minutieuse à l'expérience vécue par des opprimés qui choisissent la lutte sociale. Il ne s'agit pas de dire que la théorie de la mobilisation des ressources nie le contenu moral des mouvements sociaux. Mais, ce contenu semble y être réduit au concept de ressource et non pas

pris en compte dans sa totalité. C'est ainsi que mes recherches m'ont amené à me tourner vers la théorie critique qui accorde une large place à la subjectivité des acteurs (Fischbach, 2008). Elle fournit une panoplie de concepts de combat (Renault, 2023) susceptibles d'éclairer le contenu de l'expérience vécue par les acteurs sociaux. Pensons notamment au concept marxiste de l'exploitation. Lorsque Marx décrit minutieusement les conditions matérielles d'existence des ouvriers, des ouvrières et des enfants dans le chapitre *La journée de travail* du premier tome du *Capital* (Marx, 2014), il s'intéresse précisément au contenu de l'expérience de l'exploitation et du mépris qui en découle. Le concept d'expérience est ici au cœur de la méthode propre à la théorie critique, à savoir le négativisme méthodologique (Renault, 2017a). Comme je le montrerai plus loin, cette méthode met au cœur de son analyse le vécu des individus qui composent les groupes sociaux opprimés. Par conséquent, appliquée à la question des mobilisations improbables, cette méthode semble susceptible d'ajouter des éléments importants à la chaîne causale expliquant la mobilisation de groupes marginalisés. En effet, elle met en lumière une autre dimension de l'expérience humaine qui révèle des motivations plus subjectives, plus près de la réalité vécue par certains acteurs. Ce faisant, elle fournit également des concepts susceptibles de donner une dimension critique aux études portant sur les mobilisations improbables. C'est ce que mon mémoire entend démontrer.

Ce mémoire de maîtrise est divisé en deux chapitres. Le premier chapitre vise, d'une part, à réfléchir à la manière dont les mobilisations improbables sont étudiées dans la sociologie des mouvements sociaux. Ensuite, il a comme second objectif de présenter une méthode, celle du négativisme méthodologique, susceptible de venir enrichir d'une perspective critique une étude portant sur la mobilisation de groupes marginalisés. Pour atteindre ces objectifs, le chapitre est divisé en sept sections. Il se termine par une conclusion.

La première section présente le cas d'étude choisi pour ce mémoire, à savoir la révolte d'Attica survenue à l'été 1971 aux États-Unis. Ce événement a attiré mon attention pour deux raisons. Premièrement, il correspond, me semble-t-il, au type de lutte qui s'inscrit dans ce que Benjamin appelle la tradition des opprimés, c'est-à-dire les luttes qui ne font pas partie des canons historiques officiels. Deuxièmement, cette révolte correspond à ce type de mobilisation qui semble a priori improbable. Malgré des obstacles importants à la mobilisation politique en milieu carcéral, les prisonniers d'Attica ont fracassé l'imaginaire en déployant une force politique inattendue,

donnant lieu à une des plus grandes révoltes de l'histoire carcérale occidentale (Tompson, 2016). La richesse du travail de l'historienne américaine Heather Ann Thompson sur cette révolte, mais aussi les travaux de Philippe Artières (2019; 2020), en font un cas intéressant et fascinant. Il donne aussi l'occasion de se plonger dans la lutte actuelle en faveur des droits civiques, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons (Rolland-Diamond, 2016). D'un point de vue plus personnel, ce cas d'étude était l'occasion pour moi d'en apprendre davantage sur l'Histoire des Noir.es, la lutte pour les droits civiques et le phénomène de l'incarcération massive qui touche plus particulièrement les personnes noires aux États-Unis (Wang, 2020).

La deuxième section s'attarde sur la littérature sociologique portant sur l'action collective de groupes précaires (Chabanet et al., 2011; Charbit et Ricordeau, 2018; Collovard et Mathieu, 2009; Fines, 2020). Elle vise, entre autres, à mettre en évidence les principaux obstacles auxquels ces groupes sont confrontés et qui nous permettent de les identifier comme étant des mobilisations improbables. Pour ce faire, je discuterai, premièrement, des conditions matérielles précaires dans lesquels certains groupes sociaux se retrouvent, en particulier les prisonniers. Deuxièmement, je montrerai comment l'éloignement de ceux-ci des institutions de solidarité (syndicat, milieu communautaire, etc.) nuit à leur capacité à se mobiliser. Dans le cas particulier de la mobilisation en prison, nous verrons que la solidarité syndicale est, dans bien des cas, encore aujourd'hui impossible. Troisièmement, je discuterai la violente répression à laquelle les groupes à la marge sont confrontés lorsque vient le temps de passer à l'action. Étant mis à la marge de la société, il semble y avoir une répression plus forte envers certains groupes sociaux dont, notamment, les prisonniers. Enfin, l'exposé de ces obstacles sera l'occasion de compléter la présentation de mon cas d'étude en montrant en quoi la révolte d'Attica correspond à une mobilisation improbable.

La troisième section présente de manière détaillée la théorie de la mobilisation des ressources, c'est-à-dire la principale théorie à l'aide de laquelle on étudie généralement les mobilisations improbables. Premièrement, j'apporterai des éléments contextuels qui nous permettront de comprendre l'émergence de cette théorie – qui s'opposait dès son apparition à la psychologie des foules – et notamment ses liens avec la microéconomie (Pierru, 2010). Deuxièmement, je m'appuierai sur des textes fondateurs (par exemple, MaCarty et Zald, 1977) pour tracer les contours de cette théorie et pour présenter le paradoxe au cœur de cette théorie, à savoir celui d'Olson (1965). Troisièmement, je m'appuierai sur certaines études empiriques

incontournables sur les mobilisations de groupes précaires (Mathieu, 2001; Siméant, 1998) pour montrer de quelle manière cette théorie s'applique à cet objet d'étude.

Les quatrième et cinquième sections seront plus courtes. La quatrième vise à présenter différentes taxonomies proposées associées au concept de ressource. Elle s'intéresse à la question de la définition d'une ressource. Cette discussion est importante, car elle permet de voir que le concept d'expérience n'est pas présent dans les taxinomies existante et que nous pourrions par le fait même être tentés de le réduire à l'idée de ressource. La cinquième expose les mécanisme d'acquisition de ressources et les facteurs macrosociologiques qui influencent les mouvements sociaux. Ces sections me permettront donc de dégager les contours de cette théorie indispensable pour l'étude de l'action collective de groupes exclus. Elles me permettront aussi de réfléchir aux ressources mobilisées par les prisonniers d'Attica et aux mécanismes et facteurs sociétaux qui ont pu influencer leur lutte.

La sixième section de ce premier chapitre discute trois problèmes que pose la théorie de la mobilisation des ressources en ce qui a trait aux mobilisations improbables. L'identification de ces problèmes ne visent pas à rejeter du revers de la main la théorie de la mobilisation des ressources. Au contraire, elles visent à mettre en lumière certaines lacunes de cette théorie et à justifier le recours à la méthode du négativisme méthodologique pour venir les combler. Le premier problème consiste en ce que la théorie de la mobilisation des ressources devrait faire une plus large place au concept d'expérience. En effet, je questionne le fait de réduire plusieurs éléments de l'expérience humaine au concept de ressource. Je me demande si cela n'a pas pour effet d'éviter de se pencher sur certains facteurs explicatifs de la lutte qui ne peuvent pas être appréhendés par une approche utilitariste des mouvements sociaux comme, par exemple, une expérience de mépris social. Le second problème met en relief la pluralité des rapports sociaux – et non seulement les relations réifiées – afin de montrer la diversité des motivations qui habitent les acteurs sociaux. Si les acteurs cherchent à maximiser les bénéfices et à minimiser les coûts relatifs à l'action collective, il est possible qu'ils souhaitent aussi intégrer d'autres types de rapports sociaux comme, par exemple, ceux relatifs au paradigme de la reconnaissance. S'intéresser à ces autres types de justifications de la mobilisation sociale de groupes marginalisés, c'est chercher non seulement à expliquer ce phénomène contestataire, mais aussi à comprendre les motivations qui dépassent le registre des raisons utilitaristes derrière les actions collectives. Le troisième problème découle d'un constat, à

savoir que la critique sociale semble effacée des principales études portant sur les mobilisations improbables. Pourtant, des concepts critiques (exploitation, expérience, mépris social, reconnaissance, aliénation, intersectionnalité, etc.) semblent détenir le potentiel de venir enrichir les analyses sur les actions de groupes opprimés, car ils prétendent dénoter et dire quelque chose sur le contenu des expériences vécus par des individus opprimés.

La dernière section ménagera une transition pour le second chapitre en présentant la méthode du négativisme méthodologique tel que proposée par Axel Honneth (2000) et Emmanuel Renault (2017a). Plus spécifiquement, cette approche est inspirée d'un certain type de philosophie sociale, à savoir celle adoptée par les chercheuses et chercheurs se revendiquant de la critique sociale (Axel Honneth, Emmanuel Renault, Nancy Fraser, etc.) et défendue, notamment, par Frank Fischbach dans son ouvrage *Manifeste pour une philosophie sociale* (2008). Cette méthode étant attentive à l'expérience subjective des personnes et des groupes sociaux opprimés, je présenterai ses principaux éléments qui nous permettront de nous tourner vers la théorie de la reconnaissance dans la suite du mémoire. En d'autres mots, il s'agira de montrer en quoi la théorie de la mobilisation des ressources peut être complétée par une théorie provenant de la tradition critique et inspirée par le négativisme méthodologique. Cette théorie sera celle du philosophe allemand Axel Honneth.

Le second chapitre de ce mémoire a d'abord l'objectif de présenter la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth, c'est-à-dire une théorie issue de la tradition critique et inspirée du négativisme méthodologique. Ce chapitre permettra aussi de discuter trois problèmes qui apparaissent dès lors que l'on tente d'appliquer la théorie de la reconnaissance à l'étude des mobilisations improbables. Pour atteindre ces objectifs, ce chapitre est divisé en quatre sections.

La première section présentera la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth, une théorie qui accorde une attention particulière au contenu normatif des luttes de groupes précaires et à l'expérience des dominés (Honneth, 2000). Les mobilisations improbables étant principalement étudiées par la sociologie des mouvements sociaux et, plus particulièrement, par la théorie de la mobilisation des ressources, j'essaierai de montrer en quoi la théorie de la reconnaissance de Honneth – qui soutient que l'expérience de mépris social est à la source de conflits sociaux – est pertinente pour la question des mobilisations improbables. Je tenterai donc de mettre en évidence

en quoi cette théorie normative est pertinente pour enrichir les études portant sur les mobilisations improbables. Il sera également question d'indiquer comment les problèmes soulevés dans le précédent chapitre envers la théorie de la mobilisation des ressources peuvent être contournés par le déploiement de la théorie de la reconnaissance.

La deuxième section discutera trois problèmes qui apparaissent dès lors que l'on tente d'appliquer la théorie de la reconnaissance à l'étude des mobilisations improbables. L'objectif de cette partie est de complexifier et de réfléchir à la théorie de la reconnaissance pour éviter d'adopter ses principes pour la question des mobilisations improbables sans les soumettre à la critique. Le premier problème est celui de la matérialité de la reconnaissance. J'entends par concept de matérialité de la reconnaissance la manière dont l'expérience du mépris social s'ancre dans l'environnement social de prisonniers comme ceux d'Attica. Lorsque nous affirmons qu'une expérience de mépris social est à la source d'une révolte, quels sont les éléments de la matérialité de l'existence qui viennent confirmer cette affirmation ? Comment relier ces éléments au paradigme de la reconnaissance ? Selon Honneth, « la reconnaissance dépend de médiums qui expriment le fait que l'autre personne est censée posséder une valeur sociale » (Honneth, 2008, p. 230). Parmi ces « médiums », l'environnement physique et matériel témoigne de la reconnaissance sociale que les institutions, par exemple, accordent à des individus ou à des groupes sociaux. Ainsi, la matérialité de la reconnaissance désigne la manière dont l'environnement social teinte l'expérience de mépris social vécu par les groupes sociaux. L'étude de cette dimension de la reconnaissance ajoutera un caractère empirique à la théorie de la reconnaissance ; elle viendra également justifier la pertinence d'étudier une mobilisation improbable à l'aide du paradigme de la reconnaissance et, enfin, elle servira à faire des liens plus concrets entre mon cas d'étude et la théorie de la reconnaissance. À partir d'un entretien entre Honneth et Olivier Voirol, je développerai l'idée d'une matérialité de la reconnaissance afin de rendre plus plausible le mécanisme qui semble avoir conduit les prisonniers d'Attica à la lutte sociale à partir d'une expérience de mépris.

Le deuxième problème concerne l'étude de l'imbrication des différents rapports de reconnaissance, d'exploitation et de domination. Son analyse permettra de mesurer les effets qu'une expérience d'exploitation – dans le cas des prisons américaines une exploitation qui frôle l'esclavage – et de domination peuvent avoir sur la reconnaissance. Nous serons ainsi en mesure

de voir qu'un certain type d'expérience négative génère des formes de reconnaissance non-hiérarchisées, des dénis de reconnaissance réciproques et une instrumentalisation de la reconnaissance par les dominés. Cette étude de l'imbrication nous permettra ainsi de réfléchir à une interprétation de la révolte d'Attica en termes de lutte *de* reconnaissance agonistique et non seulement en termes de lutte *pour* la reconnaissance.

Le troisième problème est celui de l'identité collective de groupes marginalisés en lutte. Si l'étude de la notion d'identité est importante pour la question des mobilisations improbables, c'est parce que la formation d'une identité valorisée et reconnue chez des groupes méprisés semble dépendre du regard et des actions des dominants à l'endroit de ceux-ci. En effet, les conditions que pose Honneth pour garantir une identité valorisée et reconnue semblent mettre de côté la possibilité pour les individus en lutte d'acquérir une identité – et par le fait même une reconnaissance – à travers la lutte sociale. Du moins, cela ne semble pas discuté dans son ouvrage principal *La lutte pour la reconnaissance*. Je me demande donc si l'identité collective de ces groupes et l'identité individuelle de leurs membres jouissent d'une certaine forme d'autonomie ou si, au contraire, elles dépendent exclusivement du regard que portent sur elle les institutions et les membres de la société. En puisant dans différents écrits, notamment ceux d'Honneth, de Renault et de Melucci, je vais essayer de répondre à ces questions en soutenant qu'une identité collective valorisée – reconnue socialement – peut naître d'une lutte sociale et qu'elle peut être indépendante du regard des dominants.

Ce mémoire se terminera finalement par une conclusion dans laquelle je reviendrai sur les principaux arguments qui y sont développés. Ainsi, j'aurai montré la pertinence du recours à la théorie de la reconnaissance et, d'une manière générale, à la théorie critique pour réfléchir à l'expérience vécue par des groupes dont l'action collective nous apparaît a priori improbable. Je pense que j'aurai également ouvert une discussion à ma connaissance peu présente dans le domaine de la philosophie, à savoir celle qui touche l'action collective de groupes marginalisés. Enfin, j'aurai mis en évidence comment la philosophie sociale et la sociologie des mouvements sociaux peuvent se compléter pour résoudre l'énigme que pose l'action collective de groupes exclus socialement.

CHAPITRE 1

La théorie de la mobilisation des ressources : contributions et limites pour la question des mobilisations improbables

Ce premier chapitre est divisé en sept sections. Premièrement, et à partir notamment des travaux de l'historienne Heather Ann Thompson (2016), je vais présenter le cas d'étude utilisé pour cette recherche. Deuxièmement, je vais présenter les principaux obstacles à la mobilisation que rencontrent des groupes sociaux fortement marginalisés. Cela me permettra de montrer en quoi, plus spécifiquement, la révolte d'Attica appartient à ce que les sociologues des mouvements sociaux désignent comme des mobilisations improbables. Troisièmement, j'exposerai théorie de la mobilisation des ressources telle qu'elle apparaît dans les principales études portant sur les mobilisations improbables. Quatrièmement, je présenterai les différentes taxinomies autour du concept de ressources. Cinquièmement, je discuterai les mécanismes d'acquisition de ressources et les facteurs macrosociologique expliquant la lutte sociale. Sixièmement, je présenterai les arguments qui m'amènent à me tourner vers la philosophie sociale et la méthode du « négativisme méthodologique » – qui a inspiré Axel Honneth dans la proposition d'une nouvelle théorie de la reconnaissance – afin de compléter d'une perspective philosophique et critique l'apport de la sociologie à l'étude des mobilisations improbables.

1.1 La révolte d'Attica : le bruit qui précède la fureur des opprimés

Le 9 septembre 2016, plusieurs grèves éclatent dans des prisons des États-Unis pour protester contre les conditions de détention des prisonniers. Cette date n'est pas choisie au hasard par les mutins, car le 9 septembre 1971, près de 50 ans plus tôt, avait lieu la plus grande révolte de prisonniers de l'histoire des États-Unis. La révolte d'Attica correspond en effet à un moment marquant de l'histoire carcérale des années 1970 et 1980, où des mobilisations ont éclaté dans les prisons de plusieurs pays occidentaux dont, notamment, le Canada, la France et les États-Unis.

Le 9 septembre 1971, au premier jour de la révolte de la prison d'Attica dans l'État de New York, où près de mille prisonniers prirent le contrôle de la cour D, les mutins obligèrent les autorités à laisser entrer des journalistes derrière les murs afin que le peuple américain puisse entendre leurs revendications. Ayant fait otages près d'une quarantaine de gardiens, les prisonniers

établirent ainsi un rapport de force pour négocier avec les autorités. Elliot Barkley, un jeune noir de 21 ans, membre du Black Panther Party, incarcéré pour avoir conduit un véhicule sans permis, prit la parole en début de soirée pour expliquer avec émotion la cause profonde de cette mutinerie :

[...] Nous avons composé cette déclaration à l'intention du peuple américain, pour lui faire savoir exactement ce que nous ressentons et ce que nous voulons [...] Nous sommes des hommes : Nous ne sommes pas des bêtes et nous n'avons pas l'intention d'être battus ou conduits comme tels. L'ensemble de la population carcérale, c'est-à-dire chacun d'entre nous ici, a entrepris de changer à jamais la brutalisation impitoyable et le mépris de la vie des prisonniers ici et dans tous les États-Unis. Ce qui s'est passé ici n'est que le bruit qui précède la fureur de ceux qui sont opprimés (Thompson, 2016, p. 78; ma traduction)¹.

Par cette déclaration rendue publique par l'entremise des médias, Barkley annonçait le début de cinq jours de négociation pendant lesquels les prisonniers tentèrent de forcer les autorités carcérales à changer substantiellement les conditions matérielles inhumaines dans lesquelles ils étaient enfermés. Quelques jours plus tard, le 13 septembre, les autorités gouvernementales donnèrent l'ordre aux policiers de reprendre le contrôle de la prison en tirant à balles réelles sur les prisonniers et les otages. Cette répression sera considérée par la commission d'enquête officielle de 1971 mise en place pour tirer les leçons de cet événement comme « le massacre le plus important depuis la guerre civile », au cours duquel 43 personnes furent tuées (Artières, 2020, p. 1). L'issue sanglante de cette révolte, et celle que connaîtront les autres mutineries des années 70, sont un indicateur du contexte politique des États-Unis à la même époque (Rolland-Diamond, 2016). La réélection au pouvoir du président républicain Richard Nixon est venue mettre un frein au progrès social amorcé les années précédentes :

Après l'élan de la période 1968-1971, où tout semblait encore possible, la période suivante, marquée par la réélection triomphale de Nixon, fut celle du recul. La répression violente des mutineries éclaire le virage à droite de la nation et l'intolérance grandissante vis-à-vis des discours révolutionnaires. Les militants noirs étaient encore nombreux à se battre pour le renversement du système en place et pour l'avènement d'une autre Amérique, juste et équitable sur le plan racial, mais l'opinion publique semblait s'être définitivement rangée du côté des défenseurs de l'ordre établi. Ici et là, quelques figures étaient certes encore capables de saisir l'imagination et de

¹ J'utilise DeepL pour traduire une première version des citations dont l'original est en anglais et je révise par la suite.

bousculer les consciences, mais leurs voix avaient l'accent d'une époque révolue (Rolland-Diamond, 2016, p. 413).

Bien qu'une série de réformes dans les pénitenciers américains allait suivre (par exemple, l'abolition de la peine de mort en Californie en 1972) et que les conditions de détention allaient être modifiées dans plusieurs prisons américaines, la mutinerie d'Attica n'a pas empêché que se développe le phénomène d'incarcération massive, un phénomène intrinsèquement lié aux politiques néolibérales des années 1980 visant la privatisation du milieu carcéral, dont les personnes noires issues de classes populaires américaines sont encore à ce jour les principales victimes (Wang, 2020).

Le fait que des révoltes de prisonniers aux États-Unis surviennent alors que l'on observe une influence considérable du mouvement *Black power* sur la vie sociale des communautés noires n'est pas accidentel (Rolland-Diamond, 2016, p. 408). Cette époque tumultueuse des États-Unis concorde, en effet, avec la mise en place du programme du FBI intitulé *COINTELPRO- Black Nationalists*. Ce programme permettait aux pouvoirs publics d'incarcérer les militants noirs radicaux et de réprimer les mouvements contestataires de l'époque.

Depuis les années 1970, les révoltes de prisonniers génèrent une abondance d'écrits de toutes sortes avec des objectifs variés. Le contexte international de révoltes dans les prisons dans lequel s'inscrit la mutinerie d'Attica a eu en effet un impact considérable sur la littérature et les intellectuels, impact qui résonne encore aujourd'hui chez bon nombre de chercheuses et chercheurs. En France, le plus connu de ceux-ci est certainement le philosophe Michel Foucault qui fut une figure intellectuelle importante pour les droits des prisonniers. Il publie notamment l'ouvrage célèbre *Surveiller et punir* (1975) et participe à la fondation en 1971 du Groupe d'information sur les prisons (Poncela, 2021).

De nos jours, la féministe et militante pour l'abolitionnisme carcéral Gwenola Ricordeau semble être une des principales voix intellectuelles de ce combat dans la francophonie (voir Ricordeau, 2008 et 2019). Elle appartient au courant de l'abolitionnisme pénal, un mouvement intellectuel et militant que les révoltes des années 1970 ont fait naître et dont l'ambition est de dépasser le réformisme en proposant des alternatives à la prison (Christie et al., 2021). La géographe Ruth Wilson Gilmore et l'historienne Angela Davis font partie des principales figures intellectuelles américaines de l'abolitionnisme pénal. Elles publient encore de nos jours des ouvrages dénonçant l'incarcération massive et le capitalisme racial (Davis, 2024; Gilmore, 2018).

La mutinerie d'Attica a connu ces dernières années un regain d'intérêt auprès de chercheuses, chercheurs, de documentaristes, de journalistes et de bédéistes (Artières, 2019 et 2020; Nelson et Curry, 2021; Melville, 2022; Thompson, 2017). Parce qu'elle est bien documentée, et qu'elle plonge celui qui l'étudie au cœur d'une mobilisation, la révolte d'Attica se révèle donc un excellent cas d'étude à partir duquel il est possible d'évaluer l'intérêt et la possibilité de conjuguer la philosophie sociale et la sociologie des mouvements sociaux. Dans ce qui suit, je montrerai pourquoi elle apparaît comme une mobilisation *a priori* improbable en m'intéressant aux obstacles que ce type de mobilisations rencontrent.

1.2 Les obstacles à la mobilisation de groupes marginalisés

Les révoltes de prisonniers sont des exemples de mobilisations réalisées par des groupes précaires – sans emploi, sans papiers, sans statut, personnes en situation d'itinérance ou incarcérées – dont l'action collective peut apparaître *a priori* improbable (Charbit et Ricordeau, 2018). Cette improbabilité s'explique par au moins trois barrières à l'action collective.

Premièrement, la difficulté pour les groupes mis à la marge à se mobiliser s'explique par les conditions matérielles précaires dans lesquelles les membres de ces groupes se trouvent. En 1971, les prisonniers d'Attica étaient plongés dans des conditions de détention lamentables : insalubrité, surpopulation, conditions de travail difficiles, ségrégation raciale et répression violente (agression physique, torture), la vie – la survie – à la prison d'Attica était d'une extrême complexité (Thompson, 2016). Ces conditions matérielles sont donc considérées par les sociologues des mouvements sociaux comme des obstacles objectifs à la mobilisation (Collovard et Mathieu, 2009). Eu égard aux conditions matérielles dans lesquelles les prisonniers d'Attica étaient plongés, l'émergence d'une mobilisation politique de leur part semblait – *a priori* – peu probable à l'été 1971.

Deuxièmement, la difficulté pour les groupes marginalisés à apparaître dans l'espace public s'explique notamment par « leur éloignement des principales structures collectives d'engagement et de participation, qu'elles soient partisans, syndicales ou même associatives » (Chabanet, Dufour et Royall, 2011, p. 7). En général, ces groupes ont du mal à s'organiser, à mettre en place des organisations avec lesquelles lutter dans le temps long. Dans le cas des révoltes et des émeutes de prisonniers, celles-ci « ne durent que quelques heures, voire quelques jours » (Fines, 2020, p.

42). L'absence d'une organisation apparaît donc comme un obstacle important pour les groupes marginalisés. On peut également dire que cette absence d'organisation les marginalise davantage. Les membres de ces groupes sont souvent isolés et cela nuit à leur mobilisation.

S'il est vrai que des organisations de prisonniers ont été créées dans les années 1970, celles-ci demeuraient vulnérables et fragiles (Charbit et Ricordeau, 2018). D'abord, les syndicats de prisonniers font face à l'hostilité du milieu carcéral, notamment celle de l'administration carcérale et des syndicats des agents correctionnels. Ainsi, ne leur reconnaît-on pas une légitimité et, de fait, on les considère plutôt comme des menaces pour la sécurité des prisons. Cette hostilité rend difficile l'organisation des prisonniers sous une bannière syndicale :

L'hostilité à l'égard des syndicats de prisonniers peut se manifester par diverses pratiques répressives (criminalisation de la grève en milieu carcéral, saisie de courrier, voire représailles individuelles). En l'absence de garanties juridiques et compte tenu des moyens souvent limités dont ces organisations disposent, cette répression est fréquemment en mesure de les paralyser. Elle peut, par exemple, rendre impossible la réception des adhésions et cotisations, ou encore la coordination entre les sections intérieures, de même que les liens avec les militants extérieurs (*Ibid*, 2018, p. 196).

Ces syndicats sont aussi confrontés à l'approche « individualiste » qui caractérise les politiques de réhabilitation. Celle-ci suppose un objectif commun entre le milieu carcéral et les prisonniers, soit celui de la réhabilitation des détenus (*Ibid.*, 2018). Les syndicats ou association de prisonniers doivent lutter pour se frayer une place dans une institution qui individualise les problèmes rencontrés. Par ailleurs, les syndicats tentant d'œuvrer en milieu carcéral dans plusieurs États ou pays ne bénéficient pas, encore aujourd'hui, de reconnaissance légale et politique. De plus, dans le cas des États-Unis, même si « le cadre légal et juridique est particulièrement complexe à résumer [...], la participation et l'encouragement à la grève sont criminalisés dans les prisons fédérales » (*Ibid.*, 2018, p. 197). En résumé, « les syndicats de prisonniers évoquent, par de nombreux aspects, les « mobilisations improbables » de groupes marginalisés » (Charbit et Ricordeau, 2018, p. 5). Dans le cas d'Attica, les syndicats prenaient la forme d'organisations informelles n'ayant aucune reconnaissance de la part de l'État, ce qui explique leur difficulté à organiser par des voies légales les prisonniers.

Troisièmement, certaines mobilisations de groupes précaires font face à une répression particulièrement violente dans certains contextes. Les émeutes de prisonniers se soldent dans bien des cas par une répression violente, voire, comme ce fut le cas à Attica, par un massacre d'État. Parce que les « émeutes peuvent se terminer dans un bain de sang », que les détenus peuvent subir des représailles de la part des autorités carcérales, leurs revendications « peinent à se réaliser » (Fines, 2020, p. 128). Ils sont pris au piège.

En résumé, les conditions matérielles dans lesquelles vivent les prisonniers, la faiblesse de leur organisation, les difficultés pour ceux-ci de se regrouper en syndicat et la répression violente expliquent le caractère *a priori* improbable de leurs luttes. Toutefois, des mobilisations de groupes précaires apparaissent dans l'espace public et la révolte d'Attica en est un exemple notoire. Dans ce chapitre, je m'intéresse aux travaux qui tentent d'élucider l'action collective des groupes marginalisés qui prend différentes formes comme, par exemple, l'émeute, la violence contre soi-même, la prise d'otage, la grève du travail, la grève de la faim ou la résistance quotidienne pour résister et lutter. La théorie de la mobilisation des ressources est le cadre d'analyse dominant dans l'étude de ces phénomènes contestataires. En effet, si on s'intéresse à l'élucidation de ce type de mobilisation dans la sociologie des mouvements sociaux, c'est davantage en se focalisant sur les ressources et les organisations. Cependant, même si les études tentent de rendre compte d'une manière rigoureuse de ces types d'action, je considère qu'elles négligent des aspects de ces mobilisations que tente en revanche de mettre en lumière un certain type de philosophie sociale, à savoir celle qui accorde une attention particulière aux luttes des opprimés et qui prétend saisir leur expérience par l'entremise de concepts critiques. J'exposerai plus loin en détail les raisons qui me conduisent à puiser dans la philosophie sociale afin d'élucider cette question, mais, pour le moment, je vais m'attarder à présenter la théorie de la mobilisation des ressources et la façon dont elle tente de rendre compte de mobilisations *a priori* improbables comme celle d'Attica.

1.3 La théorie de la mobilisation des ressources et les mobilisations improbables

Largement influencée par les concepts de la microéconomie (Pierru, 2010), la théorie sociologique de la mobilisation des ressources naît dans les années 1970 et propose une alternative à l'approche de la frustration relative – ou psychologique – dominante depuis les années 1960. Cette dernière s'intéressait davantage à la psychologie des foules en faisant fi des aspects structuraux, matériels et organisationnels des mouvements sociaux (voir Gurr, 1970). À partir des années 1970, deux approches seront dès lors dominantes. D'une part, l'approche de la mobilisation des ressources,

dont les travaux gravitent autour de la théorie du choix rationnel; d'autre part, les approches centrées sur les facteurs structuraux – par exemple, l'étude des changements de la société capitaliste – dont l'objet d'étude était les nouveaux mouvements sociaux, c'est-à-dire les mouvements dits « postmatérialistes » ou identitaires (Siméant, 1998). De nos jours, la théorie de la mobilisation des ressources est utilisée dans plusieurs disciplines extérieures à la sociologie des mouvements sociaux dont, notamment, le management et la psychologie sociale (Edwards et al., 2018).

Ce sont les chercheurs McCarthy et Zald (1977) qui feront partie des premiers théoriciens à proposer l'approche théorique de la mobilisation des ressources appliquée à la question des mouvements sociaux. En plus de critiquer la théorie de la frustration relative, cette théorie cherchera à résoudre le paradoxe de l'action collective découvert par l'économiste américain Mancur Olson (1965). Ce dernier considère l'individu comme un être rationnel qui vise par ses actions à maximiser ses intérêts individuels. Par conséquent, un tel individu pourrait bien profiter d'une action collective en adoptant un rôle de « passager clandestin » sans prendre part à l'action collective qui, elle, peut lui être coûteuse, tout en récoltant les bénéfices. Dès lors, comment peut-on expliquer l'action collective si ce choix est le plus rationnel pour les individus ? Cette énigme se pose à mon avis plus particulièrement pour les groupes marginalisés qui font face à des obstacles matériels et organisationnels importants. Comment expliquer la révolte d'Attica si le choix du « passager clandestin » apparaissait le plus judicieux ?

Le recours à la théorie de la mobilisation des ressources pour élucider la question des mobilisations improbables se justifie à partir de la question de l'autonomie de ces groupes. Lorsque les groupes évoqués ci-haut se mobilisent, « la question de l'identité sociologique des personnes mobilisées émerge et fait débat » (Fines, *Ibid.*, p. 7). Dès lors, on se demande si ces groupes sociaux se mobilisent par eux-mêmes ou si d'autres acteurs sociaux peuvent agir comme leurs représentants :

En fonction des réponses apportées à cette interrogation, l'analyse [de ce type de mobilisation improbable] mettra plutôt l'accent sur les ressources mobilisées à travers l'action par les groupes à faibles ressources, leur savoir-faire militant, leur intelligence stratégique, leur capacité à se retrouver autour d'une identité relativement commune, ou au contraire sur leur défectible dépendance à l'égard des opportunités politiques, des contextes sociaux et des systèmes d'alliances qui se nouent sans qu'ils en soient nécessairement à l'initiative (*Ibid.*, p.7).

Les deux types de réponse qu'amène cette question de l'autonomie influenceront donc la méthode de recherche des sociologues, qui privilégieront dans la majorité des cas la théorie de la mobilisation des ressources, mais en insistant ou bien sur les ressources internes ou bien sur les ressources externes à l'organisation. La théorie de la mobilisation des ressources apparaît donc fort pertinente pour étudier les mobilisations improbables (Fines, 2020; Mathieu 2001 et 2009; Siméant, 1999; Talpin et al., 2021). Les outils de ce cadre ont notamment servi à analyser les actions collectives de prisonniers à partir des modèles de gestion des complexes carcéraux et les formes d'organisation des prisonniers (Wilsnack, 1976 et Adams, 1994). D'autres études se sont attardées sur les ressources matérielles et symboliques mobilisées par les prisonniers pour réaliser leurs actions collectives (McCarthy et Zald, 1977). Enfin, des études plus récentes se sont intéressées aux ressources mobilisées par des manifestants, dont des prisonniers, pour contester des politiques gouvernementales et défendre leurs droits (Fines, 2020).

Les principales études sur les mobilisations improbables permettent de répondre en partie aux questions soulevées précédemment. Siméant (1998, 2009) et Mathieu (2001, 2009) sont deux chercheurs importants dans la francophonie pour la question des mobilisations de groupes marginalisés. C'est entre autres à travers leurs études, qui demeurent des plus pertinentes aujourd'hui, que nous sommes à même de saisir la manière avec laquelle cette théorie s'applique à la question des mobilisations de groupes marginalisés.

La théorie de la mobilisation des ressources repose sur « le postulat de rationalités individuelles et instrumentales visant la satisfaction du *self interest* [de l'intérêt individuel] » (Siméant, 1998, p. 48 ; voir aussi le chap. I, Jasper, 2018). Dans leurs études sur des actions collectives de groupes marginalisés – sans-papiers et travailleuses du sexe – Siméant (1998) et Mathieu (2001) utilisent ce cadre théorique et ce postulat pour expliquer ces mobilisations :

[...] l'observation confirme que les attitudes de passager clandestin sont plus fréquemment observées chez les sans-papiers « de base », davantage immergés dans la nécessité, que chez les promoteurs de la cause des sans-papiers. Traiter de ce type de mobilisation, c'est aussi rappeler que les « dominés » sont souvent dans une nécessité assez profonde pour ne pas pouvoir s'abstraire de leur situation matérielle, et sont peut-être plus susceptibles que d'autres de voir leurs actions expliquées par un modèle fondé sur la rationalité instrumentale (Siméant, 1998, p. 55).

En somme, l'entrée en lutte de ces groupes marginalisés s'expliquerait donc par un calcul de type utilitariste (coût/bénéfice). Les membres de groupes précaires seraient plus susceptibles d'adopter un rôle de passager clandestin pour s'extraire des conséquences d'une action collective. Pour eux, les coûts de la mobilisation seraient trop grands. Ils pourraient obtenir davantage de gains en laissant des sympathisants ou des organisations externes à leur situation sociale lutter pour eux.

De ce constat, une question émerge et apparaît essentielle : comment expliquer que des mobilisations improbables émergent, que des prisonniers n'optent pas pour un rôle de passager clandestin, mais choisissent plutôt la voie de la mobilisation ? Pour l'expliquer, les sociologues qui utilisent le cadre de la mobilisation des ressources vont examiner « ce que la concrétisation de leur action collective doit [aux] processus d'acquisition de ressources » (Mathieu, 2001, p. 12). En effet, la théorie de la mobilisation des ressources se focalise sur le rôle central que jouent les ressources et les organisations dans les conflits sociaux :

L'approche de la mobilisation des ressources met l'accent à la fois sur le soutien de la société et sur les contraintes qui pèsent sur les mouvements sociaux. Elle examine la variété des ressources qui doivent être mobilisées, les liens des mouvements sociaux avec d'autres groupes, la dépendance des mouvements à l'égard du soutien extérieur pour réussir, et les tactiques utilisées par les autorités pour contrôler ou incorporer les mouvements. [...] La nouvelle approche dépend davantage des théories politiques, sociologiques et économiques que de la psychologie sociale du comportement collectif (Mc Arty et Zald, 1977, p. 1213).

L'émergence de toute action collective, y compris celles qui sont considérées comme *a priori* improbables, dépend donc largement de ressources mises à la disposition des groupes. Mais qu'est-ce qu'une ressource ?

1.4 Taxinomies autour du concept de ressource

Suivant Pierru (2010), « les « ressources » sont très certainement un des concepts les moins élaborés de la sociologie des mouvements sociaux, ce qui, pour un paradigme baptisé « école de la mobilisation des ressources », n'est pas le moindre des paradoxes » (Pierru, 2010, p. 34). Dans la sociologie des mouvements sociaux, on s'entend généralement pour affirmer qu'il existe des

ressources « indigènes » (propres au mouvement social) ou « exogènes » (extérieures au mouvement et injectées par des groupes alliés ou des militants par conscience) (*Ibid.*, p. 35).

Dans la littérature sur cette question, plusieurs auteurs ont proposé diverses taxinomies. Dans son article, Blin (2005) propose une typologie des ressources. Il y aurait d'abord les ressources matérielles (par exemple, les ressources financières, des lieux physiques où les acteurs peuvent se rencontrer, etc.) ; ensuite, les ressources symboliques (le nombre significatif ou non de manifestants durant une occupation, l'image publique du mouvement, une position de faiblesse vis-à-vis l'institution qui est contestée, etc.) ; les ressources d'autorité, c'est-à-dire des capacités provenant d'une scolarisation, les connaissances juridiques, le charisme d'une militante, etc. ; les ressources sociales, les alliés individuels ou collectifs ; les ressources coercitives (par exemple, la force publique d'un groupe; un grand syndicat; la capacité d'un groupe à exclure des membres, etc.). Pour leur part, dans leur texte paru dans l'ouvrage de Snow (2004), McCarthy et Edwards proposent de distinguer les ressources matérielles, humaines, culturelles, informationnelles et socio-organisationnelles. Enfin, certains auteurs parlent aussi de ressources morales (Edwards et al., 2018 ; Talpin., 2021). Celles-ci font référence notamment à « la légitimité, l'authenticité, le soutien solidaire, le soutien sympathique et la célébrité » (Edwards et al., 2018, p. 83). Parmi ces ressources de type moral, les théoriciens se sont davantage intéressés à celle de la légitimation, c'est-à-dire l'approbation par la société du mouvement contestataire. Ainsi :

les acteurs qui imitent le plus fidèlement les caractéristiques institutionnellement légitimées pour leur type d'activité particulier acquièrent un avantage par rapport aux groupes qui ne reflètent pas aussi bien ce modèle (*Ibid.*, p. 83).

Dans son article sur les grandes grèves menées par des mineurs chiliens dans les années 2000, Manky (2018) définit les ressources morales – ou capital moral – comme une série d'approbations par des groupes externes aux grévistes se matérialisant par des déclarations publiques ou du soutien direct sur les lignes de piquetage. Bref, longtemps ignoré par la théorie de la mobilisation des ressources – qui, je le rappelle, a pris naissance en s'opposant aux approches psychologiques –, le contenu normatif est dorénavant pris en compte. Il est soit une ressource parmi d'autres, soit considéré comme une approbation morale qu'obtient un groupe particulier. Au regard de la répression violente que la révolte d'Attica a subi, on peut dire que la légitimation de leur cause a eu du mal à apparaître dans la population. Comme mentionné à la section

précédente, la difficulté pour certains groupes à s'associer à d'autres organisations reconnues et légitimes peut expliquer cette difficulté à acquérir ce type de ressource morale.

La présentation de certaines taxinomies montre que le concept d'expérience n'est pas considéré. On pourrait être tenté, me semble-t-il, de le réduire à une ressource que les individus pourraient simplement mobiliser. Mais comme je le montrerai dans le second chapitre, l'expérience négative est quelque chose de beaucoup plus subjectif dont l'étude met en lumière d'autres explications possibles aux luttes d'opprimés. Dans ce qui suit, je présente différents mécanismes qui permettent aux mouvements sociaux d'acquérir des ressources. Je présente également les facteurs macrosociologiques qui les influencent.

1.5 Des mécanismes d'acquisition de ressources et des facteurs macrosociologiques

Ces diverses ressources peuvent être acquises par une pluralité de mécanismes. Premièrement, elles peuvent s'acquérir à travers les différentes étapes de la vie des acteurs, selon leurs rencontres ou leur éducation, notamment. Dans le cas d'Attica, il apparaît clairement que des ressources furent mobilisées par les mutins à travers une forme d'organisation minimale. À l'été 1971, certains des prisonniers d'Attica ont reçu des cours de sociologie et des cours qui portaient sur des auteurs de la tradition socialiste. Ainsi :

Les cours de sociologie étaient particulièrement populaires auprès des hommes d'Attica au cours de l'été 1971. Dans un cours hebdomadaire, un groupe [...] de quinze prisonniers lisait des auteurs allant d'Adam Smith à Marx et Mao. Chaque semaine, ces hommes se mettaient au défi de réfléchir à la manière dont ces textes pouvaient s'appliquer à leur propre expérience (Thompson, 2016, p. 29).

Ces classes de lectures critiques et la carrière militante de certains prisonniers ayant lutté pour les droits civiques ou contre la guerre du Vietnam à l'intérieur d'organisations militantes et politiques semblent avoir contribué, dans la perspective de la théorie de la mobilisation des ressources, à injecter des ressources dans leur mobilisation. Mais cela n'explique pas comment ces entrepreneurs politiques et leurs ressources ont pu amener plus d'un millier de prisonniers à se révolter. On peut très bien imaginer que des prisonniers politisés sont incarcérés de nos jours dans les prisons canadiennes ou américaines sans pour autant que des mobilisations apparaissent dans ces milieux. Les entrepreneurs politiques et leurs ressources ne semblent pas suffisants pour

expliquer les révoltes de groupes marginalisés. Il semble donc y avoir quelque chose qui reste encore à expliquer et j'y reviendrai.

Deuxièmement, l'acquisition de ressources dépend aussi de la capacité des groupes à s'organiser. Une fois créées, les organisations peuvent produire par elles-mêmes des ressources. En effet, les mouvements sociaux vont produire des ressources socio-organisationnelles au moment où ils deviennent et forment des organisations, se construisent des réseaux d'alliés et de communication avec, notamment, le web et les médias sociaux (Edwards et al., 2018). Selon ce cadre théorique, l'organisation apparaît dès lors comme une condition nécessaire pour qu'un mouvement social prenne forme et se maintienne sur le long terme. Si le syndicat révolutionnaire *Industrial Workers of the World* (IWW) défendait dès le début du XX^e siècle les droits des prisonniers, c'est en 1970 que naît aux États-Unis un des premiers syndicats de prisonniers, le Prisoners's Union² (Huff, 1975). Situé en Californie, et créé à la suite d'une grève de 19 jours à la prison de Folsom, ce syndicat était formé de prisonniers et de militants œuvrant à l'extérieur des prisons. Ses délégués ont entamé des négociations avec les autorités gouvernementales afin de réformer le système carcéral et d'obtenir le droit de former un syndicat de travailleurs. Cette revendication en faveur d'un syndicat de travailleurs était présente dans plusieurs prisons américaines et chez les militants du *Attica Front liberation*, une association de prisonniers d'Attica. Malgré des efforts de négociation, le droit à la syndicalisation fut rejeté dans plusieurs États américains (Huff, 1975). Cependant, comme mentionné plus tôt, ces organisations de prisonniers demeuraient vulnérables, car un flou juridique recouvrait – et recouvre encore aujourd'hui – ces pratiques d'organisation : le droit à la syndicalisation n'est toujours pas reconnu dans les prisons aux États-Unis.

Troisièmement, les groupes en lutte peuvent convertir des ressources individuelles ou celles provenant de groupes alliés en ressources collectives et pour leur propre avantage. En effet, et malgré la vulnérabilité inhérente aux organisations informelles présentes dans les prisons des États-Unis autour des années 1970, on peut étudier le rôle joué par les militants les plus impliqués et expérimentés et les liens qu'ils entretenaient avec des individus, des organisations et des mouvements sociaux pour les droits civiques susceptibles d'être solidaires de la cause des

² Ce syndicat et les autres semblent des organisations informelles et militantes et non des syndicats comme nous l'entendons aujourd'hui.

personnes noires. On désigne par le terme *conscience constituents* les alliés qui supportent les mobilisations improbables et les mouvements sociaux par solidarité (Tilly et Tarrow, 2008, p. 156). Dans le cas d'Attica, certains journalistes, dont Tom Wicker du *New York Times*, ont joué ce rôle (Thompson, 2016).

Quatrièmement, les groupes en lutte peuvent exploiter – selon Edwards et al. (2018), cela est très fréquent – les relations qu'ils entretiennent avec d'autres groupes sociaux ou organisations. Ce phénomène se nomme la cooptation et « fait référence à l'emprunt transparent et autorisé de ressources déjà sous le contrôle » d'autres organisations (*Ibid.*, p. 87). De plus, la cooptation est une forme de contrat, car elle « implique [aussi] généralement une forme de réciprocité ultérieure, avec l'accord tacite que les ressources seront utilisées à des fins mutuellement acceptables » (*Ibid.*, p. 87). Ce phénomène de cooptation semble apparaître dans certaines mobilisations improbables leur permettant d'acquérir des ressources via des organisations qui les soutiennent assidument. C'est notamment le cas des mobilisations récentes de sans-papiers en France caractérisées par leur proximité avec la CGT (Zougbedé, 2021). Enfin, le mécénat peut jouer un rôle dans certaines luttes :

Le mécénat désigne l'octroi de ressources substantielles, souvent financières, par une personne ou une organisation. Les mécènes exercent généralement un certain degré de contrôle sur l'utilisation de cet argent et peuvent tenter d'influencer les opérations quotidiennes et les décisions politiques (Edwards et al. *ibid.*, p. 87).

En bref, pour qu'un groupe en révolte comme celui d'Attica puisse acquérir et utiliser des ressources, deux conditions sont nécessaires. En premier lieu, le groupe ou les individus doivent « percevoir qu'une ressource spécifique est présente dans leur contexte social » (*Ibid.*, p. 88); en second lieu, ils doivent s'inscrire « dans une relation d'échange capable de leur permettre d'accéder à cette ressource » (*Ibidem*) :

Des relations d'échange existent entre deux entités lorsque des ressources de différentes natures sont mises à disposition et accessibles (Blau 1964). Les acteurs des mouvements sociaux cultivent, entretiennent et préservent généralement de nombreuses relations d'échange qui leur permettent d'accéder à l'ensemble des ressources spécifiques qui soutiennent leurs efforts (*Ibid.*, p. 88).

En plus des ressources, de leurs mécanismes d'acquisition et des organisations nécessaires à l'action collective, il convient de ne pas négliger les facteurs macrosociologiques qui influencent les actions collectives. Pour ce faire, la théorie de la mobilisation des ressources peut être croisée avec la théorie du processus politique et son concept de structure d'opportunités politiques (Tilly et Tarrow, 2008). Le concept de structure d'opportunités politiques peut donc être profitable pour comprendre les facteurs macrosociologiques qui influencent les luttes des groupes précaires, mais aussi le contexte social et politique dans lesquels s'inscrivent les mouvements sociaux. La structure d'opportunités politiques est liée au type de régime dans lequel la mobilisation a lieu. Pour Tilly et Tarrow, « les caractéristiques générales des régimes ont une influence sur les opportunités et les menaces qui se présentent à tout acteur revendicatif potentiel », et lorsque ces caractéristiques changent, la nature du conflit est également modifiée (Tilly et Tarrow, 2008, p. 106). Les auteurs identifient six propriétés à la structure d'opportunités politiques :

1. La multiplicité des centres autonomes de pouvoir qui s'y trouvent ;
2. Son degré d'ouverture à de nouveaux acteurs;
3. l'instabilité des alignements politiques du jour;
4. L'existence d'éventuels alliés de poids pour les contestataires;
5. La mesure dans laquelle le régime réprime ou au contraire facilite la revendication collective;
6. Des changements importants intervenant dans les cinq domaines ci-dessus (Tilly et Tarrow, 2008, p. 106).

Pour Mc Adam (1999), la stratégie des organisations doit être d'appréhender ces opportunités politiques, de les saisir. La révolte d'Attica s'inscrit dans un contexte de luttes pour l'amélioration des conditions de détention qui a marqué la vie politique des années 1960, 1970 et 1980 de plusieurs pays occidentaux, dont notamment les États-Unis, la France et le Canada (Guérin, 2013; Huff, 1974). On peut donc dire qu'une fenêtre d'opportunités politiques s'est ouverte pour les mouvements de prisonniers, dans un contexte états-unien marqué par la lutte pour les droits civiques et l'opposition à la guerre du Vietnam.

En somme, si la révolte d'Attica peut être considérée comme *a priori* improbable pour les sociologues des mouvements sociaux, c'est en raison d'une apparente absence de ressources et d'organisation minimale, laquelle apparaît comme un obstacle pour les groupes à la marge et plus particulièrement les groupes captifs et incarcérés. Une sociologue voulant expliquer ce type de mobilisation à l'aide de la théorie de la mobilisation des ressources devrait, dans un premier temps, résoudre l'énigme que posent les mobilisations improbables en recherchant les sources – les

mécanismes – par lesquelles les acteurs ont acquis des ressources. Pour ce faire, elle devrait s'intéresser, entre autres, à la trajectoire de vie des membres du groupe en identifiant ces ressources individuelles qui sont également « différentes formes de capitaux (économique, social, scolaire, etc.) qu'ils ont acquis ou intériorisés [...] et qu'ils peuvent mobiliser ou investir dans l'action collective » (Mathieu, 2001, p. 13). Dans un second temps, il lui faudrait s'interroger sur l'ouverture ou la fermeture de la structure d'opportunités politiques. Elle devrait s'attarder également à identifier les organisations alliées qui ont favorisé l'émergence du mouvement. Dans tous les cas, c'est la recherche de ressources et l'étude de l'organisation qui guideraient l'investigation sociologique.

Dans la prochaine section de ce chapitre, je m'attarde aux avantages de cette théorie des mouvements sociaux, en montrant aussi comment elle peut être complétée par une approche critique. Cela me permettra de justifier mon choix de faire dialoguer la sociologie des mouvements sociaux avec la philosophie sociale, et plus particulièrement avec la méthodologie adoptée par la théorie de la reconnaissance d'Honneth, afin d'élucider la question des mobilisations *a priori* improbables de groupes marginalisés.

1.6 La théorie de la mobilisation des ressources : avantages et limites

La théorie de la mobilisation des ressources a l'avantage d'offrir un cadre d'analyse permettant de cerner les outils et les moyens mobilisés par les groupes marginalisés qui entrent en lutte. Ainsi permet-elle de montrer le comment des mobilisations improbables. Croisée avec le concept d'opportunités politiques, la théorie de la mobilisation des ressources montre également comment des groupes marginalisés ont la capacité de saisir des opportunités politiques. Faire abstraction de ces aspects et concepts de la théorie de la mobilisation des ressources pour étudier les mobilisations de groupes marginalisés serait donc une erreur si nous voulons connaître les moyens nécessaires à ces luttes et envisager leur réussite sur un plan stratégique. Toutefois, si la théorie de la mobilisation des ressources est nécessaire pour éclairer la question des mobilisations de groupes marginalisés, j'entends montrer que son apport théorique pourrait être enrichi par une perspective critique. La théorie de la mobilisation des ressources soulève en effet au moins trois problèmes qui m'amènent à vouloir la compléter par cette perspective critique. Je les expose ici et formule des hypothèses à explorer à partir de chacun d'entre eux.

1.6.1 Problème #1 : Réduction du contenu normatif au concept de ressource

Si les entreprises taxinomiques présentées précédemment témoignent d'un effort de la part des sociologues pour clarifier le concept de ressource, je me demande, premièrement, si le fait de réduire autant de dimensions différentes de l'expérience humaine à la notion de ressource n'a pas pour effet de négliger des aspects importants de l'analyse des mouvements sociaux en général et des mobilisations de groupes marginalisés en particulier. En effet, il semble que le concept de ressource agit comme un concept fourre-tout dans lequel on pourrait être tenté de ranger nombre d'éléments de l'expérience humaine qui sont hétérogènes. Pour certains de ces éléments, il apparaît clair qu'ils sont des ressources (niveau de scolarité, moyens financiers, liens avec des organisations, colère, etc.), mais pour d'autres (une expérience de l'injustice, une expérience de mépris social, par exemple), cela semble moins être le cas. Le recours systématique à utiliser la théorie de la mobilisation des ressources peut nous amener à passer à côté d'une analyse plus profonde des expériences normatives vécues par les membres de ces groupes. Peut-on affirmer que des éléments aussi variés que le niveau de scolarité, les qualités des entrepreneurs politiques, les moyens financiers d'une organisation, un réseau de solidarité, un capital culturel élevé et une expérience de vie négative (i.e injustice, oppression) se réduisent, tous, sur le plan catégoriel, au concept de « ressource » ? Il n'est pas clair dans les études consultées qu'une distinction est faite entre le concept de ressource et celui d'expérience. Pourtant, plusieurs éléments que nous catégorisons comme ressource (notamment les émotions) me semblent plutôt de l'ordre de l'expérience que des ressources. Dans son article sur la peur comme moteur de l'action collective pour des féministes, Blais (2021) ne présente pas les émotions comme des ressources. Elles font partie de l'expérience vécue par des femmes.

La théorie de la mobilisation des ressources ne semble pas s'intéresser d'une manière approfondie à l'expérience de vie difficile vécue par les groupes marginalisés – du moins pas dans les principales études consultées pour ce mémoire. Si l'apport de cette théorie est nécessaire pour l'élucidation de la question de l'action collective de groupes marginalisés, elle gagnerait à faire une place plus grande au concept d'expérience. Une de mes hypothèses est que l'étude des expériences de vie difficile peut notamment expliquer une des énigmes posées par les mobilisations de groupes marginalisés, à savoir le fait qu'elles surviennent malgré l'absence de légitimation morale de leur lutte au sein de la société, l'existence d'une variété d'obstacles et une conscience par les membres des groupes marginalisés des risques de répression violente auxquels

ils sont susceptibles d'être confrontés. Par voie de conséquence, ces expériences de vie doivent être analysées, comprises et discutées, car elles permettront peut-être de comprendre les raisons profondes derrière les révoltes de ces groupes. En effet, ces raisons s'expliquent peut-être autrement que par le seul calcul coût/bénéfices. Une attention particulière à l'expérience vécue semble donc importante.

1.6.2 Problème #2 : Critique de la réification

Deuxièmement, les propositions de base de la théorie de la mobilisation des ressources – à savoir que les membres de groupes sociaux luttent pour la satisfaction de leurs intérêts individuels, qu'ils n'hésitent pas à emprunter des ressources à d'autres individus ou groupes – tend à adopter un point de vue qui réifie les relations humaines. La réification désigne le fait de chosifier ou d'instrumentaliser les relations entre les individus d'une même société. En s'inspirant des concepts de la microéconomie et en suggérant que les membres de groupes fortement marginalisés qui se révoltent traitent les autres exclusivement de façon utilitaire – par exemple, en adoptant le rôle de passager clandestin, en utilisant l'expérience et le savoir de certains comme une ressource, etc. –, la théorie de la mobilisation des ressources privilégie une conception des rapports entre humains largement influencée par le modèle économique des relations humaines, laissant de côté la possibilité d'expliquer la lutte sociale par des motivations qualitativement différentes. Si cette conception utilitaire des rapports sociaux est exacte jusqu'à un certain point dans nos sociétés – plusieurs mouvements syndicaux, par exemple, luttent pour des « gains » et des « bonnes conventions collectives » –, cette conception réifiée des rapports humains met le voile sur d'autres types de rapports, notamment ceux liés à la reconnaissance (j'y reviendrai dans le prochain chapitre).

Ici aussi, il peut être pertinent de se tourner vers d'autres types de conceptualisation des rapports sociaux dans notre analyse de mobilisations improbables comme celle survenue à Attica. D'abord, les risques que posait une révolte pour les prisonniers étaient très élevés, ce qui laisse présager que le postulat de rationalité instrumentale n'est peut-être pas le seul pertinent pour comprendre leur action. Il semble que le besoin d'intégrer des relations égalitaires et justes soit tout aussi approprié, par exemple, pour expliquer leur action. Ensuite, cette conception réifiée semble négliger l'idéal normatif des mouvements de groupes marginalisés en insistant davantage sur les motivations de type utilitaire (gains, intérêts, bénéfices, etc.). Ici, ce n'est pas que les études

négligent complètement l'idéal normatif de ces groupes, mais celui-ci est intégré au réseau des ressources mobilisé par les groupes et n'est pas central dans l'analyse explicative de ces types de mobilisation.

Ma seconde hypothèse est la suivante : une expérience de vie difficile partagée par des individus appartenant à des groupes marginalisés semble les amener à se reconnaître comme tels et à agir collectivement afin d'exiger des relations plus authentiques d'une façon qui n'est pas exclusivement transactionnelle. Le passage de l'expérience de vie négative à l'action collective semble obéir à des processus qualitativement différents d'un calcul de type utilitariste. Autrement dit, je pense qu'une expérience de vie négative peut amener les individus à « sortir » de la relation réifiée, à aller au-delà de tels jugements, et à entrer en lutte pour des raisons qualitativement différentes. Cela semble pouvoir expliquer que plus d'un millier d'hommes ait choisi la voie de la révolte à la prison d'Attica.

1.6.3 Problème #3 : Abstraction de concepts critiques issus de la critique sociale

La troisième critique que je souhaite formuler ne s'adresse pas uniquement à la théorie de la mobilisation des ressources, mais plutôt à la manière dont les mouvements sociaux sont étudiés en général. Elle s'inspire du constat fait par Hetland et Goodwin dans leur texte *The Strange Disappearance of Capitalism from Social Movement Studies* (2013). Ces auteurs constatent l'absence de l'analyse du capitalisme dans les études des mouvements sociaux depuis la fin des années 1970. Selon les auteurs, cela s'expliquerait, entre autres, par le tournant théorique des années 1980 et 1990 influencé par l'avènement des nouveaux mouvements sociaux dits « postmatérialistes », « postsocialistes » ou « identitaires »; par la volonté d'étudier davantage les facteurs micro et mésosociologiques des mouvements sociaux (par l'entremise, notamment des *cultural studies* et du *framing analysis*); et par le déclin du socialisme et du marxisme dans les sciences sociales depuis les années 1970. Cette mise en berne du marxisme semble s'accompagner également d'une mise à l'écart de tout un appareillage conceptuel généré par la philosophie sociale de l'École de Francfort qui vise pourtant à marquer le contour des expériences de vie difficile qui motivent la lutte dans les régimes capitalisme. Je pense ici aux concepts tels que ceux de mépris social, de déni de reconnaissance, d'exploitation, d'aliénation, de réification ou encore de domination de classe qui ne semblent pas apparaître dans les études que j'ai consultées portant sur

les mobilisations de groupes marginalisés. En effet, mes lectures tendent à montrer que ces concepts sont rarement mobilisés dans les études portant sur les mouvements sociaux et encore moins dans le cas des études sur les mobilisations improbables³. Mon hypothèse est que ces concepts sont susceptibles d'éclairer le rôle joué par les expériences de vie difficiles dans les actions collectives de groupes marginalisés. Ils doivent être mobilisés dans les études des mouvements de groupes marginalisés afin d'enrichir l'étude de leur contenu normatif.

L'analyse des mobilisations improbables en termes de ressources doit donc être enrichie, car son utilisation peut nous conduire à 1) une forme de réductionnisme qui empêche d'analyser de manière adéquate l'expérience négative vécue par les acteurs; 2) un point de vue qui réifie les relations humaines, de sorte que l'interprétation des motivations des groupes marginalisés à lutter est souvent comprise de façon utilitaire, ce qui laisse de côté d'autres types de rapports sociaux; 3) une méconnaissance/mise à l'écart de toute une série de concepts issus de la critique sociale qui pourtant peut enrichir l'analyse du contenu normatif des mouvements sociaux. La thèse que je défends est que la théorie de la reconnaissance et son « négativisme méthodologique » sont susceptibles d'ajouter une perspective critique à la manière dont nous étudions les mobilisations improbables et, par le fait même, d'améliorer notre compréhension théorique de ces phénomènes. L'approche en termes de reconnaissance se focalise sur l'expérience de vie difficile des membres de groupes opprimés d'un point de vue non utilitariste ; elle propose des concepts visant à cerner le contenu normatif des luttes sociales et explique l'action collective à partir de ceux-ci. Dans ce qui suit, je m'intéresse d'abord à la méthodologie du négativisme propre à la philosophie sociale. Cela me permettra de ménager la transition vers le second chapitre de ce mémoire.

1.7 Critique sociale et négativisme méthodologique

Les limites que pose la théorie de la mobilisation des ressources à l'étude des mobilisations de groupes marginalisés comme celui des prisonniers d'Attica m'ont conduit à m'interroger davantage sur le contenu normatif de ce type de mobilisation d'un point de vue que je qualifierais de non utilitariste et non économiciste. Bien que les théories classiques des mouvements sociaux soient nécessaires pour la question des mobilisations improbables, je m'intéresse aux approches

³ À titre d'exemple, le *Dictionnaire des mouvements sociaux* (2020) n'en fait aucune mention.

qui s'abstiennent de réduire exclusivement le contenu normatif des mouvements sociaux au concept de ressource. Qu'est-ce que ce contenu peut nous apprendre de l'action collective de groupes marginalisés que la théorie de la mobilisation des ressources laisse de côté ? Pour répondre à cette question, j'entends me tourner vers la philosophie sociale qui a inspiré et inspire encore des générations de chercheurs s'inscrivant dans la lignée de l'École de Francfort. Avec son ouvrage *La lutte pour la reconnaissance* paru en 1992, Axel Honneth proposait une tentative originale pour analyser le contenu normatif des mouvements sociaux. Il ramenait ainsi la critique sociale dans l'étude des mouvements sociaux qui avait disparu peu à peu depuis les années 1970. Celle-ci se distinguait, et se distingue encore aujourd'hui, des principaux cadres théoriques sociologiques des mouvements sociaux, notamment par sa méthode, celle du négativisme méthodologique. Celle-ci porte une attention particulière à l'expérience sociale négative vécue et exprimée par des membres de groupes sociaux et susceptible de les jeter dans la lutte sociale. Elle s'apparente aux approches émiques en sciences sociales qui consistent à s'intéresser à la manière de penser des individus. Elle caractérise également les travaux d'Emmanuel Renault (2004; 2017; 2023). En fait, le terme de négativisme méthodologique semble apparaître exclusivement dans des travaux issus de cette tradition.

Pour des auteurs comme Honneth et Renault, le négativisme méthodologique consiste à prendre les expériences négatives comme guide épistémique :

(...) le négativisme méthodologique affirme que nous ne pouvons accéder à l'ordre normatif de la société que de manière négative. (...) Le premier pas vers le cadre normatif est fait en le lisant comme l'image inversée qui émerge par contraste, lorsque les pathologies individuelles et sociales indiquent en négatif ce que cet ordre devrait contenir. L'ordre normatif apparaît comme les structures absentes ou abîmées auxquelles les sujets sociaux souffrants font appel dans leur protestation contre les blessures sociales, ou plus encore dans leur expérience intime de la domination sociale (Duranty, 2004, p. 303) (c'est moi qui souligne).

Ce passage invite donc les chercheurs à s'intéresser aux discours protestataires des opprimés, car c'est par l'entremise de ceux-ci qu'il nous est possible d'accéder aux attentes normatives. Le point de vue n'est donc pas celui de la relation réifiée, mais celui de la blessure morale qui devient la boussole pouvant guider la chercheuse vers les causes de la lutte sociale. Plus encore, ce négativisme méthodologique a l'avantage de rendre compte du processus pratique et cognitif allant

de l'expérience sociale douloureuse à la revendication politique (Renault, 2017, p. 7). Pour les tenants d'une telle approche, cette expérience négative ou d'injustice possède un caractère contagieux susceptible d'être partagé par une communauté de souffrance (Courtel, 2008; Renault, 2008). En se propageant, la conscience d'être victime d'un mépris, par exemple, révèle que nous avons en partage avec d'autres une expérience consistant à souffrir d'un manque, en l'occurrence un manque de justice (Courtel, *ibid.*, p.3). Dès lors, une grammaire morale se crée et des revendications politiques en termes de justice émergent. Par voie de conséquence, et contrairement aux approches utilitaristes des mouvements sociaux, cette méthodologie incite à penser que le motif explicatif et central des mouvements sociaux se constitue dans le cadre d'une expérience morale où les attentes normatives sont déçues (par exemple, des attentes de reconnaissance). Cela semble pouvoir expliquer pourquoi des groupes à faibles ressources accomplissent des actions collectives.

Cette méthodologie « par le bas » est susceptible d'améliorer notre compréhension théorique des mobilisations improbables, car elle projette « une lumière originale sur le processus qui conduit de l'expérience sociale négative à la revendication politique en termes de justice » (Renault, 2017a, p. 9). Lorsque les expériences négatives ne paralysent pas les acteurs sociaux, elles alors peuvent être « à l'origine de revendications spécifiques, liées aux types d'attentes insatisfaites et aux contextes dans lequel ces attentes sont formées et ont été déçues » (Renault, *ibid.*, p. 9). En effet, une expérience de déni de reconnaissance peut conduire les acteurs à adopter différents comportements : elle peut conduire à des comportements autodestructeurs (violence contre soi-même), à la désocialisation (pensez aux personnes en situation d'itinérance qui ont peu ou pas d'attachement aux institutions sociales) ou encore à la dévalorisation de soi-même (Renault, *ibid.*, p. 306 à 309). Elle conduit à des exigences et des revendications de reconnaissance lorsque « la lésion du rapport positif à soi n'est pas assez profonde pour conduire à l'« éhontement » et à l'« absence de demande » [...]. Dès lors, « elle se manifeste comme une demande de reconnaissance » (Renault, *ibid.*, p. 307).

Les expériences de vie négative sont également susceptibles d'être à l'origine d'effets cognitifs critiques (Renault, 2017a) tant chez les acteurs sociaux qui vivent ces expériences que chez ceux qui s'y intéressent en prenant parti pour les dominés. L'étude de ces expériences peut dès lors participer à la création de nouveaux « concepts de combat », pour reprendre l'expression de Renault (2023). Ces concepts sont « destinés à offrir à des groupes sociaux opprimés des

moyens de prendre conscience des spécificités de leur condition et de lutter contre les causes de leur oppression » (Renault, 2023, p. 206).

Cette forme de philosophie sociale – ou critique sociale – vise donc à saisir la sémantique collective des groupes en lutte et d’atteindre l’expérience négative à la source du conflit :

La philosophie sociale construit ainsi des concepts capables de s’articuler au langage ordinaire, susceptibles d’être utilisés par les agents eux-mêmes, d’être repris par eux à leur propre compte et de devenir pour eux un moyen de porter à l’expression non pas seulement le sens de leur expérience sociale négative ou de leur expérience négative du social, mais aussi les raisons et les motifs qu’ils peuvent avoir d’aspirer à la transformation de conditions sociales qui leur permettent de vivre que des formes de vie mutilées, amoindries ou dégradées (Fischbach, p. 142).

En élaborant un ensemble de concepts pouvant décrire ces expériences et expliquer les phénomènes contestataires qui y sont rattachés, la philosophie sociale et la méthode du « négativisme méthodologique » apparaissent comme deux excellentes candidates pour élucider la question des mobilisations improbables sans réduire les expériences vécues par ces groupes à de simples ressources. Contrairement à la théorie de la mobilisation des ressources, la philosophie sociale a le mérite de prendre en compte l’expérience morale des opprimés, de faire une large place aux manifestations de cette expérience et de proposer des tentatives de saisir les pathologies sociales à la source des mouvements sociaux. Autrement dit, elle donne plus de poids à l’expérience et peut compléter les approches utilitaristes.

Le négativisme méthodologique invite aussi à aborder des questions comme celle de la justice d’une manière dialectique (Renault, 2017 [2004], p. 10). Ainsi, la justice se définit par l’exigence d’abolir l’injustice. Autrement dit :

les exigences normatives qui définissent la justice sont indissociables d’une négation de la négation, plus précisément, d’une exigence de négation de cette négation qu’est l’expérience du déni de reconnaissance (Renault, *ibid.*, p. 10).

Enfin, en développant une phénoménologie des expériences négatives, la prétention d’auteurs comme Honneth et Renault est de saisir le point de rencontre entre les aspects micro et macrosociologiques qui génèrent un certain type d’expérience :

Sur le plan méthodologique, il résulte en outre de ce modèle que la théorie de la reconnaissance doit s'orienter dans la voie d'une phénoménologie des expériences négatives soucieuse de rendre compte des différentes dimensions de ces expériences, tout en identifiant les cadres institutionnels et les processus sociaux qui expliquent le désajustement des attentes de reconnaissance par rapport au contexte, ainsi que les processus intersubjectifs qui conditionnent les réactions à ce désajustement. Développer une telle phénoménologie des expériences négatives enrichie d'éclairages sociologiques et psychologiques ou psychanalytiques, c'est se conformer à l'exigence adornienne d'une combinaison des approches micro et macrosociologiques et psychanalytiques de l'expérience (Renault, 2017[2004], p. 9).

Ainsi, la méthode préconisée par Honneth et Renault est susceptible de mettre de l'avant l'expérience vécue par les mutins d'Attica, de lever le voile sur le contenu normatif de cette révolte et d'éclairer des motivations qui ne se rapportent pas exclusivement à des rapports sociaux de type utilitariste.

1.8 Conclusion du premier chapitre

Dans ce premier chapitre, j'ai étudié les obstacles que rencontrent des groupes marginalisés comme celui que formaient les prisonniers d'Attica. Je me suis également intéressé à la principale théorie sociologique utilisée pour étudier ces mobilisations, c'est-à-dire la théorie de la mobilisation des ressources. Si cette théorie est utile pour cerner les moyens mis à la disposition des acteurs et qui les aident à lutter, elle gagnerait pourtant à être enrichie d'une perspective critique qui se focalise sur le contenu normatif des luttes sociales et qui n'hésite pas à déployer des concepts critiques pour saisir le contenu expérientiel des expériences de vie difficile. J'ai ainsi suggéré que ce contenu expérientiel peut être étudié par l'entremise d'une méthode phénoménologique qui peut nous ouvrir la voie aux raisons qui motivent les groupes marginalisés à entrer en lutte. Si je suis conscient qu'une étude empirique est nécessaire pour appuyer mes propos, je pense qu'une approche qui s'intéresse à l'expérience vécue des individus marginalisés en lutte pourrait incontestablement enrichir les études portant sur les mobilisations improbables. Dans le chapitre qui suit, je vais proposer une alternative théorique pouvant enrichir les études portant sur les mobilisations improbables. Il sera question de la théorie de la reconnaissance et de trois problèmes qui découlent de son applicabilité à l'étude des mobilisations de groupes précaires.

CHAPITRE 2

La théorie de la reconnaissance pour étudier les mobilisations improbables

Ce second chapitre est divisé en deux parties. Premièrement, je présenterai la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth (2000) et certains travaux d'Emmanuel Renault (2017a et 2017b) à travers lesquels ce dernier a tenté d'amender et d'enrichir la théorie honnethienne. Deuxièmement, je vais aborder trois problèmes qui découlent de l'utilisation de la théorie de la reconnaissance dans l'étude des mobilisations improbables. Je vais d'abord aborder la question de la matérialité de la reconnaissance pour ensuite m'intéresser à l'imbrication des rapports de reconnaissance avec d'autres types de rapports. Enfin, je discuterai l'identité collective de groupes marginalisés en lutte avant de conclure le chapitre.

2.1 Théorie de la reconnaissance et mobilisations improbables

En précisant sa motivation à développer une théorie sociale à teneur normative dans *La lutte pour la reconnaissance*, Honneth semble mettre en lumière le problème que posent les principales théories sociologiques des mouvements sociaux de type utilitariste, à savoir celui de mettre de côté une analyse approfondie de l'expérience du mépris social comme facteur explicatif du conflit social :

La sociologie universitaire a (...) rompu le lien interne qui rattache bien souvent la naissance de mouvements sociaux à l'expérience morale du mépris : les motifs des mouvements de révolte, de protestation et de résistance sont transformés, sur le plan catégoriel, en « intérêts » résultant de l'inégale répartition des moyens d'existence, et ne se rattachent en aucune manière au réseau quotidien des sentiments moraux (Honneth, 2000, p. 269) (c'est moi qui souligne).

Dans cette citation, Honneth semble critiquer le point de vue réifié des rapports humains que certaines théories sociologiques adoptent dans leurs analyses des mouvements sociaux. Comme nous l'avons vu, prendre le point de vue réifié des relations humaines n'est pas une erreur en soi, car les groupes sociaux luttent aussi pour leurs intérêts matériels, pour acquérir des gains ou encore pour saisir des opportunités de transaction avec les autres groupes sociaux. Mais une distance critique est nécessaire vis-à-vis la relation réifiée qui caractérise souvent les interactions sociales entre les individus dans nos régimes capitalistes. Ce type de rapports sociaux n'est pas

exclusif ; d'autres types de rapports existent et il convient de s'y intéresser. Dans cette vision réifiée des rapports humains, les conséquences sur les sujets sont multiples :

Dès que les sujets commencent à régler les relations qu'ils entretiennent avec leurs congénères sur le mode de marchandises équivalentes, ils sont contraints d'inscrire leur rapport à l'environnement dans une relation réifiée ; ils ne peuvent plus percevoir les éléments d'une situation donnée qu'en évaluant l'importance de ces éléments à l'aune de leurs intérêts égoïstes. [...] Dans l'échange marchand, les sujets se contraignent réciproquement (a) à ne percevoir les objets donnés que comme des « choses » dont ils pourront éventuellement tirer profit, (b) à ne voir leurs partenaires que comme les « objets » d'une transaction intéressée, et (c) à ne se rapporter à leurs propres facultés qu'en tant que « ressources » supplémentaires dans le cadre du calcul des opportunités de profit. [...]. [De plus, les sujets sont] contraints de se comporter par rapport à la vie sociale en observateurs distancés plutôt qu'en participants actifs, parce que tous les calculs qu'ils font au cours de ces actions et à propos de ce qu'ils pourraient obtenir les uns des autres exigent une position purement rationnelle et aussi exempte d'émotions que possible (Honneth, 2007, p. 22 et 26).

Toutefois, l'expérience de vie réifiée peut faire advenir chez les membres de groupes opprimés une conscience de leur situation sociale et une volonté de s'inscrire dans d'autres types de rapports sociaux peut apparaître. Résumant le concept de réification de Lukács, Honneth souligne que « le dépassement des relations sociales réifiées ne peut être pensé que comme un mouvement par lequel la classe ouvrière prend conscience des opérations productives qui la définissent » (Honneth, *ibid.*, p. 37). Selon cette conception :

c'est justement parce que le prolétariat subit une vie profondément diminuée et réifiée que doit advenir en lui, comme au terme d'un retournement spontané, la connaissance du fait que « les objets sociaux ne sont pas des choses, mais des relations entre hommes » (Honneth, *ibid.*, p. 37).

Autrement dit, lorsque les relations sont réifiées, la pratique politique n'est pas effacée pour autant. Elle est seulement écartée momentanément « du champ de la conscience » (Honneth, *ibid.*, p. 38). Les expériences de vie difficile peuvent faire resurgir une exigence de relations basées sur un schème différent que celui de la lutte pour l'intérêt individuel, égoïste ou l'intérêt du groupe. La théorie de la reconnaissance de Honneth affirme que ces relations désirées sont de l'ordre de la reconnaissance, c'est-à-dire que le souhait des acteurs est d'atteindre une reconnaissance sociale et non seulement une opportunité d'obtenir des gains. Honneth entend donc saisir certaines

expériences de vie qui empêchent les individus d'être reconnus socialement, mais qui peuvent motiver leur lutte en faveur d'une reconnaissance juste.

Contrairement à la théorie de la mobilisation des ressources, qui prend comme point de départ l'intérêt individuel, les relations réifiées et la volonté pour certains groupes d'acquérir des gains, Honneth prend un point de vue différent pour analyser les mouvements sociaux. Il pense que les participants de mouvement sociaux n'obéissent pas uniquement à cette forme de relation intersubjective réifiée et utilitaire. Pour Axel Honneth, les mouvements sociaux doivent être étudiés à partir d'une grammaire morale dont le principe de reconnaissance constitue le cœur. Honneth propose donc une nouvelle théorie sociale et normative des conflits sociaux, celle de la lutte pour la reconnaissance. C'est en référence au jeune Hegel et à son concept de lutte pour la reconnaissance que Honneth s'oppose au modèle de la lutte pour l'existence individuelle. Pour Honneth, la lutte ne vise pas « la préservation atomiste de soi », mais plutôt l'élargissement de relations de reconnaissance (Honneth, *ibid.*, p. 19).

Trois rapports de reconnaissance sont fondamentaux pour nous assurer une identité valorisée socialement. La première forme de reconnaissance est constitutive des relations primaires et affectives et apparaît comme le gage de la *confiance en soi*. La seconde forme de reconnaissance est la relation juridique, nécessaire à l'acquisition d'un *respect de soi*. Jouir de droits individuels donne l'occasion à l'individu « d'exprimer des exigences socialement recevables » en prenant conscience « qu'il peut aussi se respecter lui-même, parce qu'il a le respect de tous les autres sujets » (Honneth, 2000, p. 202). La troisième forme de reconnaissance est celle de la solidarité. Elle est essentielle pour que se développe l'*estime sociale*¹⁸. Sur cette forme de reconnaissance, Honneth affirme ceci :

pour parvenir à établir une relation ininterrompue avec eux-mêmes, les sujets humains [...] doivent aussi jouir d'une estime sociale qui leur permet de se rapporter positivement à leurs qualités et à leurs capacités concrètes (Honneth, *ibid.*, p. 206).

Le rapport de reconnaissance de la solidarité désigne donc une « relation d'interaction dans laquelle les individus s'intéressent à l'itinéraire de leur vis-à-vis, parce qu'ils ont établi entre eux des liens d'estime symétrique » (Honneth, *ibid.*, p. 218). Être reconnu, et ainsi acquérir une *estime sociale*, c'est se percevoir comme membre d'un groupe auquel on apporte sa contribution et dont

la valeur est reconnue par l'ensemble de la société. En bref, les rapports de reconnaissance suggèrent que notre identité dépend de la manière dont les autres – institutions ou individus – se comportent à notre égard. Nous sommes intersubjectivement liés les uns aux autres.

Ce concept d'intersubjectivité est fondamental pour la théorie de la reconnaissance et, plus généralement, pour les partisans de la philosophie sociale qui ont une vision holiste des relations entre êtres humains. Emmanuel Renault affirme qu'il faut opposer à l'idée d'une « subjectivité maîtresse d'elle-même [et] immédiatement certaine de sa propre valeur » une subjectivité qui est intersubjectivement constituée et dont le rapport à soi est une construction sociale (Renault, 2000, p. 31). Renault ajoute :

Cette construction se déroule dans le processus de socialisation au cours duquel l'individu, en intériorisant différents rôles significatifs, tente de se constituer comme un personnage socialement reconnu. Il convient d'insister sur cette notion de personnage socialement reconnu, car c'est bien à travers différents rapports de reconnaissances que nous prenons conscience de notre valeur. Ces rapports sont ceux qui se nouent entre l'enfant et ses parents, dans la famille, mais également les rapports que l'individu entretient avec autrui dans les autres espaces de socialisation (école, lieux de travail...) (Renault, *ibid.*).

Cette subjectivité intersubjectivement constituée implique que nous sommes également intersubjectivement vulnérables. Nous courons toujours le risque de subir un déni de reconnaissance, voire d'être invisibilisé socialement (Honneth, 2008). En effet, aux formes de reconnaissance susmentionnées correspondent des figures de mépris social, c'est-à-dire de déni de reconnaissance, qui ébranlent « la relation pratique à soi-même, en refusant au sujet la reconnaissance de certaines de ses revendications d'identité » (Honneth, 2000, pp. 224-225). Mais comment expliquer que des mouvements sociaux ou une révolte comme celle d'Attica naissent d'un rapport à soi mutilé ? Ils naissent, selon Honneth, de cette expérience de vie difficile désignée comme mépris social.

Le concept de mépris social prend trois formes : le mépris physique, le mépris juridique et le mépris de la dignité. La première forme est caractéristique des violences corporelles qui atteignent l'intégrité physique des individus. En humiliant l'autre, que ce soit par des formes moins violentes, comme l'insulte ou, l'ignorance intentionnelle de l'autre, les institutions ou les individus peuvent détruire la confiance en soi acquise à travers les premières relations affectives. La seconde forme

de mépris est identifiable lorsqu'un individu est « structurellement exclu de certains droits au sein de la société » (*Ibid.*, p. 227). Comme l'explique Honneth, la notion de droit désigne ici les attentes de reconnaissance des individus vis-à-vis du reste de leur société qui découlent de leur appartenance à celle-ci et de leur participation à son ordre institutionnel. Lorsque l'on méprise les individus en ne leur reconnaissant pas des droits, on les blesse dans leur attente intersubjective « d'être reconnu comme un sujet capable de former un jugement moral [...] » (*Ibid.*, p. 227). Être privé de droits peut entraîner une perte de *respect de soi*, « c'est-à-dire à l'incapacité de s'envisager soi-même comme un partenaire d'interaction susceptible de traiter d'égal à égal avec tous ses semblables » (*Ibid.*, p. 227). La troisième forme de mépris réside dans le fait pour la société de dénigrer autrui en fonction de son statut et de son mode de vie. Le statut d'un individu dans la société se traduit par « le degré d'estime sociale accordée dans la manière dont elle se réalise dans l'horizon culturel d'une société » (*Ibid.*, p. 228). Or, cette forme de mépris se traduit par une perte d'estime sociale qui fait que l'individu « n'a plus aucune chance de pouvoir se comprendre lui-même comme un être apprécié dans ses qualités et ses capacités caractéristiques » (*Ibid.*, p. 229).

Ces trois formes de mépris social, telles que décrites par Honneth, peuvent être utilisées pour discuter l'expérience de mépris social vécue par des individus. Ainsi, à partir des conditions sociales et juridiques – interdiction de former des associations, violence physique de la part des gardiens, isolement, etc. – dans lesquelles les prisonniers d'Attica se trouvaient à l'été 1971, il me semble possible d'affirmer qu'ils subissaient du mépris social de la part des autorités carcérales et gouvernementales. Plus encore, la violente répression que subiront les prisonniers d'Attica de la part de policiers « jeunes, tendus et infectés par le racisme » ne fera que réaffirmer de manière brute le mépris social présent dans la prison d'Attica avant la rébellion (Smith et al., 2021).

À partir de la présentation de ces formes de mépris social, la définition que propose Honneth de la lutte sociale semble correspondre au processus à l'œuvre dans l'action collective des prisonniers d'Attica :

Il s'agit du processus pratique au cours duquel des expériences individuelles de mépris sont interprétées comme des expériences typiques d'un groupe tout entier, de manière à motiver la revendication collective de plus larges relations de reconnaissance (*Ibid.*, 271).

Pour les détenus d'Attica les plus politisés, leur incarcération apparaissait ainsi comme le « prolongement de l'oppression vécue dans leurs quartiers » (Rolland-Diamond, 2016, p. 409) et, par le fait même, d'une expérience dépassant largement les murs des prisons résonnant ainsi auprès d'un groupe tout entier. Par conséquent, certains étaient habités d'une volonté de renverser l'ordre raciste présent à l'intérieur des prisons, comme le faisaient leurs camarades à l'extérieur des murs, notamment dans les quartiers noirs et défavorisés :

[...] il importe de constater l'osmose qui existe entre ce qui se passe à l'extérieur et ce qui se déroule à l'intérieur des murs. Ainsi, les incidents d'Attica en Alabama [sic] et les assassinats qui ont suivi « ne sont pas des événements isolés », au contraire, il faut voir que « la révolte des détenus contre le régime pénitentiaire rejoint la lutte des Afro-Américains pour leur libération et pour l'égalité sociale et raciale » (Geneviève Fabre, octobre 1971, *Le Monde diplomatique*). À maints égards, donc, on constate un profond enchevêtrement entre ce qui se passe dans la société et ce qui se passe dans des institutions fermées (Fines, 2020, p. 37).

Mais le modèle honnethien du conflit social met aussi en lumière la motivation profonde des révoltes sociales :

Ce modèle du conflit [celui de la reconnaissance] saisit les motifs de résistance sociale et de révolte à l'aune des expériences morales découlant de la violation des règles implicites de la reconnaissance. Loin de constituer une menace pour l'ordre social comme dans la tradition hobbesienne, le conflit est au contraire le médium même de l'intégration sociale. C'est par les multiples luttes pour la reconnaissance sans cesse rejouée qu'une collectivité peut accroître les chances de réunir les conditions nécessaires à l'autoréalisation de ses membres (Honneth, 2008, p. 21).

Par cette description, Honneth semble voir juste : un des principaux motifs des luttes sociales est la revendication d'une reconnaissance sociale juste. L'expérience commune de mépris social est, dans cette conception, un des déclencheurs, un des moteurs de la lutte. Cette manière de concevoir les mouvements sociaux contemporains me semble également féconde pour la question des mobilisations improbables. Ainsi, ce n'est peut-être pas exclusivement la satisfaction de l'intérêt individuel et égoïste qui fut le moteur de la révolte d'Attica, mais bien aussi – et peut-être surtout – la volonté d'acquérir une reconnaissance sociale. Pour Honneth :

dans la relation humaine à soi-même et au monde, une posture affirmative, en l'occurrence une posture formée par la reconnaissance, précède toutes les autres attitudes aussi bien d'un point de vue génétique que d'un point de vue catégoriel (Honneth, 2008, p. 44).

La reconnaissance est pour Honneth la forme originale du rapport au monde :

nos actions ne possèdent pas primordialement le caractère de la posture cognitive, affectivement neutre, par rapport au monde, mais plutôt celui d'une attitude affirmative, colorée existentiellement. Toujours, nous attribuons aux éléments du monde qui nous environne une valeur propre qui fait que nous nous soucions de notre relation avec eux (Honneth, 2008, p. 47).

C'est donc cette attitude affirmative qui est le postulat de base de l'action humaine dans une lecture des mouvements sociaux en termes de reconnaissance.

La théorie de la reconnaissance me semble également éclairer notre compréhension des mobilisations qui font face à des obstacles objectifs très importants et à des risques élevés. Ici, le recours au processus de cadrage, c'est-à-dire celui qui permet de « rendre compte des schèmes d'interprétation [permettant] à des individus de localiser, percevoir, identifier et étiqueter des événements dans leur espace quotidien et le monde en général » les guidant dans leurs actions collectives est pertinent (Fillieule et al., 2022, p.39). Comme le dit Renault :

Pour qu'une décision institutionnelle conduise des individus à s'engager dans une lutte collective toujours coûteuse en temps et en énergie, parfois en revenu, et rarement totalement victorieuse, il faut qu'aux frustrations et au coût de l'inaction s'ajoute une composante qualitative (la cristallisation d'un malaise durable et profond en « ras-le-bol ») et normative : le sentiment d'être bafoué dans son intégrité et sa dignité [...]. En définitive, le déclenchement des mouvements sociaux, aussi bien que leur développement, suppose la conjonction de composantes affectives et cognitives dans ce que l'on pourrait appeler un « cadre de l'injustice », en entendant par là un ensemble de représentations partagées au sein du groupe mobilisé permettant d'une part *d'identifier* une situation sociale comme *injuste*, d'autre part, *d'attribuer* des causes à *l'injustice* et d'assigner des responsabilités à d'autres groupes sociaux à qui des revendications peuvent être adressées, et enfin, de projeter une transformation de la situation (Renault, 2017a, p. 88 et 89).

Mais surtout, la théorie de la reconnaissance nous donne des éléments de réponses importants à une question fondamentale : comment une expérience de vie marquée par du mépris

social peut-elle « envahir la vie affective des sujets humains au point de les jeter dans la résistance et l'affrontement social », c'est-à-dire dans une lutte pour la reconnaissance ? (*Ibid.*, p. 225). La thèse défendue par Honneth est que ce passage à l'acte politique peut être suscité par des émotions négatives telles que la honte, la colère, l'indignation, bref, par des sentiments moraux qui sont générés par une expérience de mépris social. Mais ces émotions ne sont pas seulement de simples ressources. Pour lui, ces émotions négatives ou sentiments moraux sont « la motivation affective dans laquelle s'enracine la lutte pour la reconnaissance » (*Ibid.*, pp. 230-231) :

La raison en est que l'expérience de la reconnaissance est un facteur constitutif de l'être humain : pour parvenir à une relation réussie à soi, celui-ci a besoin d'une reconnaissance intersubjective de ses capacités et de ses prestations ; si une telle forme d'approbation sociale lui fait défaut à un degré quelconque de son développement, il s'ouvre dans sa personnalité une sorte de brèche psychique, par laquelle s'introduisent des émotions négatives (...) (*Ibid.*, p. 231).

Ces formes de mépris social qui émergent d'une expérience de vie négative, et la « brèche psychique » qu'elles ouvrent sont ainsi importantes, car elles apparaissent chez Honneth comme des causes, le pourquoi, de l'action collective des groupes marginalisés. Si on adopte le point de vue d'Honneth, la théorie de la mobilisation des ressources amène les chercheurs qui adoptent ses présupposés à négliger deux dimensions importantes de nos sociétés modernes, à savoir les règles implicites de reconnaissance qui relient les individus les uns aux autres et la dimension conflictuelle inhérente à ces sociétés. Pour Honneth, ces deux dimensions sont interreliées, car ce sont les dénis de reconnaissance qui poussent les individus à la lutte pour des relations de reconnaissance plus satisfaisantes. À travers la théorie de la mobilisation des ressources, les individus sont ainsi vus exclusivement comme des agents rationnels qui luttent pour leur survie individuelle et pour leurs intérêts particuliers. Si nous considérons que cette façon de concevoir les interactions humaines et les processus de prises de décision a une pertinence pour expliquer en partie les mobilisations de groupes marginalisés, il convient, en revanche, de ne pas ignorer les rapports de reconnaissance existants. Mon hypothèse est que l'étude de ces rapports de reconnaissance peut être plus pertinente pour la question des mobilisations improbables. En effet, la théorie de la reconnaissance d'Honneth propose un modèle du conflit social qui met l'accent sur l'expérience du mépris social et les règles implicites de reconnaissance qui relient les individus dans la société. Elle voit au-delà du calcul utilitariste en proposant un motif original de la lutte sociale :

On peut décrire ainsi la dynamique des mouvements sociaux : ils partent d'une perturbation de la vie sociale qui doit être considérée comme assez insupportable à un ensemble d'individus pour qu'ils décident de s'engager dans la protestation (prise de parole), plutôt que de supporter cette perturbation (loyauté) ou simplement de la suivre (défection). Pour que cette prise de parole s'accompagne d'une action collective, il faut non seulement que convergent des intérêts multiples et que des répertoires d'actions collectives adaptées aux situations rencontrées soient socialement disponibles, mais également que la prise de parole s'accompagne de la construction d'un cadre normatif qui permette l'identification de la situation comme injuste, l'assignation des responsabilités et la légitimation de la lutte contre la situation. [...] les pratiques de révolte ne sont à interpréter ni comme une simple réaction ni comme le résultat d'un calcul, mais comme « la recherche obstinée, tâtonnante, d'un sens qui n'est pas donné au départ, mais qui peu à peu se découvre » (Renault, *ibid.*, p. 98).

En conclusion, la théorie de la reconnaissance semble fournir une analyse qui enrichit l'étude du contenu normatif des mouvements de groupes marginalisés. Elle donne à ces types de mobilisation un regard inspiré par la critique sociale pour mieux comprendre les motifs derrière les luttes dites improbables. Si l'analyse en termes de ressources est nécessaire, elle est nettement enrichie par cette perspective critique. En effet, le besoin de s'allier à d'autres organisations afin d'acquérir des ressources pour mener une lutte est compatible avec un des postulats de base de la théorie de la reconnaissance, à savoir qu'une expérience de vie marquée par un mépris social peut être la source motivationnelle d'un conflit social. En acceptant la méthode du négativisme méthodologique, on peut étudier les motivations normatives derrière les luttes des mobilisations de groupes marginalisés, les considérer comme ayant un contenu explicatif valable pour leur compréhension théorique. L'alternative proposée dans ce premier chapitre – celle qui invite les chercheuses à puiser dans la théorie critique – semble donc enrichir l'étude d'une révolte comme celle d'Attica.

2.2 Matérialité de la reconnaissance, imbrication de rapports sociaux et identité collective

Je souhaite maintenant me tourner vers trois réflexions qui émergent de cette idée d'appliquer la théorie de la reconnaissance à l'étude de mobilisations improbables comme celle d'Attica. Premièrement, je proposerai une réflexion sur la matérialité de la reconnaissance pour réfléchir aux effets concrets qu'ont les formes de mépris social dans l'environnement physique de groupes marginalisés. Deuxièmement, je discuterai la possibilité pour les rapports de reconnaissance de s'imbriquer avec d'autres types de rapports, dont ceux relatifs à l'exploitation

et à la domination qui en découlent. Ainsi, nous sera-t-il possible de défendre la thèse selon laquelle la révolte d'Attica peut être interprétée comme une lutte *de* reconnaissance agonistique, c'est-à-dire une lutte visant à transformer les rapports de reconnaissance existants. Enfin, je réfléchirai à la possibilité pour certains groupes marginalisés d'acquérir une identité collective indépendamment du regard des institutions dominantes dans la société.

2.2.1 Matérialité de la reconnaissance comme présence dans l'environnement social

Pour analyser la société « comme une organisation de formes sociales de reconnaissance » où, comme je l'ai évoqué plus tôt, la reconnaissance constitue le cœur du social, Honneth affirme qu'une « attention particulière à la matérialité de la reconnaissance est nécessaire » (Honneth, 2008, p. 165). Pour lui, « cet espace matériel de la reconnaissance est largement lié à la corporalité de l'être humain et à la corporalité de l'interaction sociale » (Honneth, 2008, p. 165). Inspiré par Bourdieu et Foucault, Honneth soutient qu'il faut « considérer l'agir social aussi sous l'aspect de la présence physique. Ce qui veut dire que « l'agir social se manifeste dans la structure de l'espace matériel » dans lequel nous interagissons avec tous et chacun (Honneth, 2008, p. 165). Par voie de conséquence, la reconnaissance sociale apparaît dans la matérialité de notre quotidien. Pour appuyer cette affirmation, Honneth souligne notamment que « la façon dont est aménagée une chambre d'enfant ou la façon dont est construit l'environnement spatial des enfants sont déjà un indicateur de la manière dont les relations de reconnaissance sont constituées » (Honneth, 2008, 165-166).

Pour Honneth, la reconnaissance sociale ne saurait se réduire à un acte de langage. Elle « n'est pas non plus [...] une simple forme corporelle d'attention ou d'affirmation équipée, de surcroît, du langage » (Honneth, 2008, p. 165). La reconnaissance apparaît dans la matérialité de l'existence :

Elle [la reconnaissance] a en quelque sorte une facette physique : les médiums de la reconnaissance ont leur propre lieu physique dans l'espace. Ce qui signifie que nous pouvons également, en principe, analyser nos relations sociales sous l'angle de la manière dont les relations de reconnaissance et les formes de mépris sont devenues physiquement de la matérialité. Ainsi, la prison indique comment les détenus sont physiquement maltraités, elle fait voir dans sa structure physique une forme particulière de mépris social, exactement de la même manière que tout passage pour piétons témoigne du peu de considération qui revient en réalité au piéton en tant qu'être social.

Dans cette mesure, notre environnement social général implique une présence physique de la reconnaissance dominante et des formes de mépris (Honneth, *ibid.*, p. 166 ; c'est moi qui souligne).

Lorsque l'on discute de reconnaissance sociale, il semble que l'environnement social dans lequel les individus et les groupes sociaux vivent indique la considération qu'a la société et ses institutions à leur égard. Pensons par exemple à certains quartiers défavorisés de Montréal qui sont considérés comme des déserts alimentaires ou aux communautés autochtones qui n'ont pas accès à de l'eau potable. Ce type d'exemples me semble indiquer le mépris que peuvent avoir les institutions ou la population en général envers certaines communautés. J'inclus donc dans ce concept d'environnement social les différentes politiques institutionnelles qui forment notamment les milieux de vie dont les prisons. Pensons à la manière dont les prisons sont construites, à leur surpopulation et au traitement subi par les prisonniers d'Attica. Il semble donc que l'étude de cette dimension matérielle de la reconnaissance peut permettre de mesurer l'étendue de la reconnaissance des institutions vis-à-vis les individus et les groupes. Nous pouvons ainsi mettre en lumière l'expérience de mépris social vécue par les prisonniers d'Attica en étudiant la dimension matérielle de leur situation.

L'expérience de mépris s'exprime notamment par la colère, l'humiliation ou la honte liées à son environnement de détention et qui semblent apparaître dans une lettre envoyée par le prisonnier et militant blanc Sam Melville à son avocat quelques jours avant la révolte. Melville sera tué lors de l'assaut mené par les policiers contre la révolte :

Toutes les règles sont désormais strictement appliquées. Tenue vestimentaire, coupe de cheveux, mise en rang, interdiction de parler, interdiction de porter des chapeaux, tout y passe. Vous êtes arrêté si vous distribuez de la lumière [un briquet], si vous tenez des réunions ou si vous regardez des cochons [des gardiens]. Nous sommes traités comme des chiens. N'agitez pas votre doigt vertueux vers Mancusi en prétendant que vous êtes choqué. Poursuivez cet enculé ou, mieux encore, tirez-lui dessus. Mais pour l'amour de Dieu, faites quelque chose (Melville, 2022, p. 200).

La mise en place d'interdits qui briment les libertés individuelles témoigne dans ce passage d'un mépris juridique et physique. Ce que ce passage met aussi en évidence, c'est l'ancrage matériel du mépris social dans la vie des prisonniers, mépris social qui s'exprime ici dans les politiques et les règles strictes du milieu de vie. Cette expérience de vie partagée par les prisonniers

d'Attica semble donc naître au moins en partie de cette dimension matérielle que l'on peut faire communiquer avec le paradigme de la reconnaissance.

2.2.2 Imbrication de rapports sociaux : entre reconnaissance, exploitation et domination

L'étude des imbrications permet de mesurer les effets de reconnaissance. Elle fait également voir pourquoi une interprétation en termes de lutte de reconnaissance agonistique est plus pertinente pour interpréter la lutte menée par les mutins d'Attica. Pour appuyer mon propos, je vais mobiliser certains travaux de Renault dans lesquels il propose une interprétation de Marx. Cette étude nous permettra également de lever le voile sur les effets de cette imbrication sur la reconnaissance et sur le caractère agonistique de la lutte menée par les prisonniers d'Attica.

Dans son ouvrage *Abolir l'exploitation* (2023), Renault « adopte le point de vue de l'expérience de l'exploitation et de la lutte contre l'exploitation pour prendre parti dans les différents débats dont le concept d'exploitation fait l'objet » (Renault, 2023, p. 209). D'abord, « l'usage de ce terme a pour fonction de rendre compte d'expériences de l'injustice et de la domination et d'orienter les luttes motivées par ces expériences » (Renault, *ibid.*, p. 205). Ensuite, le concept d'exploitation est compris comme un « concept de combat destiné à offrir à des groupes sociaux opprimés des moyens de prendre conscience des spécificités de leur condition et de lutter contre leur oppression », exactement comme celui de mépris social (Renault, *ibid.*, p. 206). Mais encore, les approches socialistes et féministes étudiées par Renault accordent « une triple dimension diagnostique, normative et étiologique » à ce concept :

Il s'agit d'émettre un diagnostic sociohistorique critique ciblant les structures sociales et des institutions qui doivent être transformées. La connotation négative du concept d'exploitation engage une mobilisation, implicite ou explicite, de principes normatifs (de justice et de non-domination) justifiant que ces structures soient transformées. La dimension étiologique tient au fait qu'il s'agit non pas seulement de faire apparaître une situation comme devant être critiquée, mais aussi d'identifier les causes du caractère problématique de cette situation pour déterminer comment il est possible de la transformer (Renault, *ibid.*, p. 206).

Dans les différentes théories portant sur le concept d'exploitation, le concept de domination rend compte « négativement [d]'un des points de vue normatifs de la critique de l'exploitation, mais il participe également, positivement, de la dimension explicative du concept d'exploitation »

(Renault, *ibid.*, p. 213). En effet, pour Renault, « la domination joue comme facteur de l'exploitation » (Renault, *ibid.*, p. 213). Dans le cas des prisonniers d'Attica, on peut se référer à leur assujettissement au travail forcé pour montrer la situation d'exploitation et de domination dans laquelle ils se trouvaient. Le déni de reconnaissance semble en effet se matérialiser notamment dans la division raciale du travail à Attica qui témoigne à la fois d'un rapport d'exploitation et d'un rapport de domination :

Bien que 37 % seulement de la population carcérale soient blanches, les Blancs occupent 74 % des emplois dans la centrale électrique d'Attica, 67 % des postes de commis convoités et 62 % des emplois de personnel dans le mess des officiers. En revanche, 76 % des hommes travaillant dans le redoutable et mal payé atelier de métallurgie, et 80 % dans les entreprises de triage étaient afro-américains ou portoricains. Même lorsque les Blancs occupaient les pires emplois, il était courant qu'ils commencent à un taux de rémunération plus élevé (Thompson, 2016, p. 12-13).

Le concept de domination, sur le plan explicatif, désigne différents éléments qui apparaissent dans cette description de la division raciale du travail :

[D'abord, il désigne] [...] des facteurs de l'exploitation relevant, d'une part, de l'échelle microsociale des rapports individuels au sein des hiérarchies internes aux lieux de travail [dans le cas qui nous intéresse, l'institution carcérale américaine et sa division raciale du travail, notamment] et, d'autre part, de l'échelle macrosociale des rapports entre groupes dominants et dominés (Renault, 2023, p. 213).

Les politiques racistes en vigueur à Attica et leurs répercussions sur la vie et le travail des prisonniers témoignent des facteurs de l'exploitation et de la domination qui en découle. Elles sont autant d'indices de mépris social qui marquent la matérialité de l'existence et les vies derrière les barreaux.

Pour Renault, cette situation de domination produit des effets sur les formes de reconnaissance. En effet, une situation de domination ne se limite pas à la production de formes de reconnaissance hiérarchisée. Il n'y a pas seulement les dominants et les exploités qui peuvent mépriser. Les dominés peuvent ressentir et porter leur mépris à l'endroit des dominants, de ceux qui les exploitent et les dominent :

la domination ne produit pas seulement des formes de reconnaissance hiérarchisée, mais aussi des formes de déni de reconnaissance réciproque : dans une société de classe, les rapports de reconnaissance sont marqués par l'opposition entre eux et nous qui conduit les membres d'un groupe social à dévaloriser la reconnaissance provenant d'un groupe social opposé (Renault, 2017b, p. 137).

Dans un contexte de domination lié à l'exploitation du travail, les attentes de reconnaissance de la part des dominés envers les dominants ne sont pas si claires. En effet, une situation de domination peut également créer des interactions où la reconnaissance est instrumentalisée par les dominés, ce qui peut expliquer l'apparente contradiction entre certaines revendications portées par les mutins d'Attica :

L'instrumentalisation de la reconnaissance peut également relever de stratégies de groupes dominés pour « faire avec » la domination. « Faire avec » signifiant ici s'adapter à la domination plutôt qu'y résister ouvertement, ce qui n'empêche pas de la critiquer en même temps, et donc de donner à cette reconnaissance instrumentalisée une forme hautement ambivalente (Renault, 2017b, p. 138).

Ce passage semble faire écho à l'ouvrage de James C. Scott *La domination et les arts de la résistance* (2019) dans lequel ce dernier défend la thèse selon laquelle les dominés semblent a priori fidèles ou reconnaissants envers ceux qui les dominent, mais qu'un discours caché, à l'abri du regard des dominants, entretient une volonté de transformer les rapports sociaux de domination.⁴ Lorsqu'une révolte éclate, c'est le discours autrefois caché qui prend place dans l'espace public. La révolte de prison et la violence qui l'accompagne – prise d'otage, bris matériel, grève de la faim, etc. – semblent indiquer la colère, voire une certaine forme de mépris, qu'éprouvent les dominés à l'endroit des dominants. L'imbrication de différents rapports de reconnaissance, d'exploitation et de domination semble donc créer des effets de reconnaissance sur les sujets, par exemple : un mépris social non-hiérarchisé et réciproque entre partenaires de lutte et une instrumentalisation de la reconnaissance.

L'étude de ces effets de reconnaissance semble mettre en lumière le caractère agonistique de la lutte menée par les mutins d'Attica. J'entends par lutte *de* reconnaissance agonistique une lutte qui se déploie contre « les agents, les complices, ou les vecteurs du déni de reconnaissance » pour

⁴ Scott en vient à cette conclusion par des études anthropologiques et empiriques dans différentes régions du monde.

les anéantir, les transformer ou encore « pour leur faire payer l'injustice, et non pour obtenir directement une reconnaissance positive » (Renault, 2009, p. 10). Je la distingue de la lutte pour la reconnaissance, car cette dernière suppose une volonté chez les dominés d'intégrer les rapports de reconnaissance existant dans la société. Or, une lutte *de* reconnaissance agonistique vise la refondation de rapports de reconnaissance bafoués; elle n'implique pas l'idée selon laquelle seuls les dominants peuvent reconnaître les dominés et remédier à la situation de mépris. Selon cette approche, les dominants n'ont pas le monopole de la reconnaissance. Ce que je veux défendre ici, c'est l'idée selon laquelle les révoltes de prisonniers, et certaines mobilisations improbables, peuvent être interprétées jusqu'à un certain point comme des luttes *de* reconnaissance agonistiques, c'est-à-dire des luttes qui ne visent pas à intégrer exclusivement les formes de reconnaissance existantes dans la société, mais qui cherchent plutôt à les transformer afin d'en instaurer des nouvelles. Les revendications qui semblent exiger d'intégrer les relations de reconnaissance existantes – et, par le fait même, demander une reconnaissance aux dominants – sont peut-être une manière pour des groupes en lutte d'instrumentaliser la reconnaissance, c'est-à-dire de la mobiliser comme stratégie de lutte. Ainsi, les demandes de reconnaissance ne sont pas véritablement portées vers les dominants (les gardiens, les policiers et les gouvernements), mais plutôt vers les autres citoyens de la société.

En effet, interpréter la révolte d'Attica comme une lutte pour la reconnaissance questionne encore une fois le rapport qu'engage une lutte pour la reconnaissance entre dominants et dominés. L'approche en termes de reconnaissance semble supposer qu'une reconnaissance sociale de la part des dominants constitue un objectif de lutte, voire même une motivation. Par voie de conséquence, devrions-nous conclure que les prisonniers d'Attica – et plus largement, les mouvements sociaux luttant pour les droits civiques – luttaient en faveur d'une reconnaissance de la part des dominants (par exemple, les autorités pénitentiaires ou politiques) ? La réponse à cette question ne peut pas être univoque, car le mouvement pour les droits civiques était large et regroupait des groupes radicaux et pacifistes ayant des objectifs variés. Certaines revendications étaient adressées aux dominants; d'autres à la société en général. Néanmoins, les effets produits par l'imbrication des différents rapports de reconnaissance, d'exploitation et de domination semblent appuyer l'idée d'une lutte *de* reconnaissance agonistique. Celle-ci fournit une piste interprétative qui mérite d'être considérée lorsque nous étudions les mobilisations improbables à travers le paradigme de la

reconnaissance. Ce concept semble pouvoir éclairer de manière intéressante le type de lutte menée par les mutins d'Attica. Le fait que les mutins d'Attica interpellent, par le biais d'alliés parmi les médias et de personnes publiques importantes, la société civile américaine témoigne d'une volonté de transformer les rapports de reconnaissance véhiculés par les institutions carcérales et politiques. En s'adressant directement à la société civile, les mutins semblent rechercher une reconnaissance sociale à l'extérieur du rapport de domination qui les lie aux autorités carcérales et politiques. Comme le pensait Marx au sujet des ouvriers en lutte selon la lecture qu'en propose Renault, certains groupes dominés semblent vouloir arracher aux dominants le monopole de la reconnaissance :

L'intérêt de la position de Marx est [...] de souligner que ces luttes [les luttes ouvrières] relevaient de luttes *de* reconnaissance *agonistique* et non de luttes pour la reconnaissance – le but du mouvement ouvrier n'était pas que les prolétaires soient reconnus par les bourgeois ou par les institutions de la société capitaliste, mais de détruire l'ordre social qui condamnait au mépris social et assurait à la bourgeoisie le monopole de la reconnaissance sociale (Renault, 2017b, p. 87).

De plus, les revendications formulées par les mutins d'Attica, par la radicalité de leur contenu et par l'intensité avec laquelle ils ont frappé l'institution carcérale, semblent jouer en faveur d'une interprétation agonistique de leur lutte. La citation qui suit est une des listes de revendications formulées par les mutins lors des négociations. Mon hypothèse est qu'il nous est possible d'y voir une forme d'instrumentalisation de la reconnaissance par certaines des revendications, mais aussi le caractère agonistique d'autres revendications :

Nous voulons une amnistie totale. C'est-à-dire la liberté pour tous et l'absence de toutes représailles physiques, mentales et juridiques. 2. Nous voulons être transportés rapidement et en toute sécurité vers un pays non impérialiste. 3. Nous exigeons que le gouvernement fédéral intervienne afin que nous soyons sous la juridiction directe du fédéral. 4. Nous demandons que la reconstruction de la prison d'Attica soit faite par les détenus et/ou sous la supervision des détenus [...]. Après une première journée de négociation dans laquelle les mutins refusent de libérer les otages, une seconde liste sera donnée au commissaire au moment où il quitta la cour D : « appliquez le salaire minimum en vigueur à New York à toutes les institutions étatiques et mettez fin à l'esclavage ». 2. Permettre à tous les prisonniers de l'Etat de New York d'être politiquement actifs, sans intimidation ni représailles. 3. Nous donner une véritable liberté religieuse. 4. Mettre fin à la censure des journaux, magazines, lettres et autres publications émanant des éditeurs. 5. Permettre à tous les détenus, à leurs frais, de

communiquer avec qui ils veulent. 6. Lorsqu'un détenu atteint le stade de la libération conditionnelle, lui accorder une libération totale sans condition. 7. Cesser de procéder à une nouvelle condamnation administrative des détenus renvoyés pour violation de la liberté conditionnelle. 8. Mettre en place des programmes de réhabilitation réalistes pour tous les détenus en fonction de leur délit et de leurs besoins personnels. 9. Sensibiliser tous les agents correctionnels aux besoins des détenus, c'est-à-dire à la compréhension plutôt qu'à la punition. 10. Donnez-nous une alimentation saine, arrêtez de nous donner autant de porc et donnez-nous des fruits frais tous les jours. 11. Moderniser le système éducatif des détenus. 12. Donnez-nous un médecin qui examinera et traitera tous les détenus qui demandent un traitement. 13. Avoir une délégation institutionnelle composée d'un détenu de chaque compagnie autorisée à parler à l'administration de l'institution, concernant les griefs, à chaque trimestre). 14. Nous donner moins de temps en cellule et plus d'équipements et d'installations récréatives. 15. Enlever les murs intérieurs, faire une cour ouverte et ne plus avoir de ségrégation ou de punitions (Thompson, 2016, p. 74-80).

Dans cet extrait, il semble que, pour aboutir, plusieurs des revendications formulées auraient nécessité une transformation des rapports de reconnaissance, d'exploitation et de domination, transformation que les institutions pénitentiaires et politiques de l'époque ne pouvaient leur offrir. Par conséquent, un caractère agonistique semble apparaître dans la lutte menée par les prisonniers d'Attica et cela montre que dans certaines situations la reconnaissance ne saurait être le fruit d'un mécanisme de haut en bas. Au contraire, la reconnaissance apparaît et circule indépendamment de la volonté des dominants.

2.2.3 Reconnaissance et identité collective

Nous avons vu précédemment qu'une identité valorisée et émancipée chez Honneth est tributaire de relations de reconnaissance – relations primaires, juridiques et de solidarité – qui doivent être accordées aux individus et groupes sociaux par les institutions et les autres membres de la société. Sans ces trois types de relation, l'individu ne peut pas atteindre une reconnaissance sociale, c'est-à-dire une identité individuelle reconnue :

la possibilité même de la formation de l'identité de la personne est tributaire de relations de reconnaissance dont la constitution est forcément de nature intersubjective. Plus précisément, la réalisation de soi comme personne individuée et autonome dépend [...] de l'établissement de la reconnaissance mutuelle au sein de trois sphères normatives distinctes : de l'amour, du droit et de la « solidarité ». C'est seulement lorsque les personnes sont effectivement reconnues comme porteuses de besoins affectifs, comme sujets égaux dans une communauté juridique auxquels reviennent des

droits, et, enfin, comme détenteurs d'aptitudes pratiques contribuant à la reproduction de la vie commune qu'elles peuvent développer un rapport pratique à elles-mêmes nourri des qualités positives de l'autoréalisation » (Honneth, 2008, p. 20) (C'est moi qui souligne).

Des groupes sociaux, par exemple les prisonniers d'Attica, dont les besoins affectifs, les droits (ex. droit d'association, droit à la liberté d'expression, droit à la vie, etc.), et les aptitudes pratiques à s'inscrire dans une communauté leurs sont déniés par les institutions – et plus largement par la société – ne parviendront pas à développer une identité individuelle et collective émancipée. Ils sont *invisibilisés*. L'histoire présente une panoplie d'exemples où des dominants ont exercé leur mépris envers des opprimés en les invisibilisant, c'est-à-dire en agissant envers eux comme s'ils n'existaient pas matériellement dans l'espace physique (Honneth, 2008). D'ailleurs, les conséquences des différentes formes de mépris social sur les individus peuvent être décrites en ayant recours à une autre métaphore qui évoque des états de dégradation du corps humain :

L'étude des effets psychologiques de la torture ou du viol fait souvent état de la « mort psychique » de l'individu ; dans le domaine de recherche qui, sur l'exemple de l'esclavage, traite de l'assimilation collective des expériences de privation de droits et d'exclusion sociale, c'est la notion de « mort sociale » qui est passée dans l'usage ; et à propos du type de mépris qui s'exprime par le dénigrement culturel d'un mode de vie, on parle volontiers de « blessure » et de « mortification » (Honneth, 2000, p. 229-230).

Au-delà de la simple métaphore, l'invisibilité sociale ou la mort sociale sont des notions qui permettent d'éclairer des expériences de vie vécues. En effet, « pour les personnes particulièrement affectées, leur invisibilité possède [...] un contenu bien réel : elles se sentent effectivement non perçues » (Honneth, 2008, p. 227). Les prisonniers d'Attica ont tenté à de multiples reprises de se faire entendre au courant de l'été 1971, de faire reconnaître leur identité. Ils ont écrit des lettres aux autorités, utilisé des moyens de pression non-violents et dialogiques avant de passer à l'acte (Thompson, 2016). Le fait que la comparaison avec l'animal revienne à plusieurs reprises – « nous ne sommes pas des bêtes », « on nous traite comme des chiens et non comme des humains » – semble exprimer que cette invisibilité va bien au-delà de la métaphore (surtout dans le cas de prisonniers isolés). Une des lettres de Melville semble particulièrement bien exprimer cette invisibilité sociale :

Il est prouvé et reconnu que l'administration du système pénitentiaire de New York a restructuré les institutions conçues pour corriger socialement les hommes en camps de concentration fascistes de l'Amérique moderne. Étant donné que la prison d'Attica est l'une des institutions les plus classiques de l'inhumanité autoritaire à l'égard des hommes, le manifeste de revendications suivant vous est soumis : « le droit de l'homme à la connaissance et au libre usage de celle-ci ». Nous, les détenus de la prison d'Attica, avons appris à reconnaître, sans l'ombre d'un doute, qu'en raison de notre position de prisonniers et de nos caractéristiques de criminels présumés, l'administration et les employés de la prison ne nous considèrent ni ne nous respectent plus comme des êtres humains, mais plutôt comme des animaux domestiqués sélectionnés pour exécuter leurs ordres dans le cadre d'un travail d'esclave et pour servir de chien de chasse personnel à leur haine sadique et psychopathique. Nous, les détenus de la prison d'Attica, vous disons, à vous les gens sincères de la société, que le système pénitentiaire que vos tribunaux ont rendu possible est sans aucun doute les crocs autoritaires d'un lâche au pouvoir (Melville, 2022, p. 205-213).

Pour discuter du concept d'invisibilité sociale – qui réfère à certaines conséquences d'une expérience de mépris sur l'identité – Honneth revient sur le roman *Homme invisible, pour qui chantes-tu ?* de l'intellectuel et écrivain Ralph Ellison dans lequel ce dernier propose :

un scénario qui décrit une forme particulièrement subtile d'humiliation raciste contre laquelle le protagoniste noir lutte [...] : une forme qui rend invisible, fait disparaître, qui ne correspond évidemment pas à une non-présence physique mais plutôt à une non-existence au sens social du terme (Honneth, 2008, p. 225).

Ce que semble mettre en relief cette métaphore, ce sont les conséquences des formes de mépris social sur l'identité des individus. Pour Honneth, seule une reconnaissance sociale peut amener les individus à retrouver un rapport à soi positif et donc une identité valorisée, complète et, surtout, visible socialement. Dans le cas de conditions d'existence contaminées notamment par le racisme, les prisonniers d'Attica, dont la majorité est noire, se voient donc dépourvus d'une identité socialement valorisée.

L'expression ordinaire utilisée par Honneth pour nommer ce phénomène d'invisibilisation est celle de « regarder à travers » quelqu'un. Pour Honneth, l'acte de « regarder à travers quelqu'un » a un aspect performatif, car « cela exige des gestes ou des manières de se comporter qui témoignent clairement que l'autre n'est pas vu, ceci de façon intentionnelle et non pas accidentelle » (Honneth, 2008, p. 227). Lorsqu'un dominant ignore une personne intentionnellement parce qu'il juge que la complexion de sa peau ou encore son appartenance à

une classe sociale défavorisée n'est pas digne de reconnaissance, il agit avec mépris envers l'identité de cette personne. Les institutions carcérales semblent participer à cette invisibilité dans la mesure où elles instaurent des rapports de domination entre le personnel carcéral et les prisonniers. Ainsi, les individus, majoritairement noirs dans le cas d'Attica, sont enfermés, isolés du reste de la société, et victimes de sévices, d'injures, bref, de mépris social. « Regarder à travers » quelqu'un ce n'est donc pas, selon Honneth, un fait cognitif ou une manière parmi d'autres de percevoir quelqu'un : les personnes existent bel et bien en « chair et en os ». Cela signifie plutôt que nous sommes devant une situation sociale particulière, une pathologie du social :

Regarder à travers quelqu'un désigne en général un fait public : le sujet affecté autant que les autres personnes présentes peuvent normalement confirmer qu'il s'agit bien, dans des circonstances données, d'une négligence ou d'une ignorance humiliante (Honneth, 2008, p. 229-230 ; c'est moi qui souligne).

L'invisibilité sociale semble donc la conséquence d'actes individuels et de politiques institutionnelles de mépris social. Ce qui est menacée ici, c'est notamment l'identité des personnes et des groupes qui se voient marginalisés du reste de la société. Mais comment reconnaître sa propre invisibilité ? Honneth affirme ceci :

pour pouvoir s'éprouver lui-même comme « invisible » au sens figuré, le sujet doit supposer au préalable avoir été reconnu en tant qu'individu dans l'ordre spatio-temporel. Le sujet ne peut prétendre qu'une autre personne « regarde à travers » lui, l'ignore ou le néglige, si cette dernière n'a pas auparavant réalisé l'opération d'identification primaire du sujet. De ce point de vue, l'invisibilité au sens figuré a pour condition la visibilité au sens littéral (Honneth, *ibid.*, p. 228-229).

Comment donc les individus ou les groupes dominés retrouvent-ils une visibilité sociale et, par le fait même, une certaine forme d'identité sociale valorisée et reconnue ? La réponse d'Honneth à cette question semble ambiguë, car, comme nous l'avons discuté dans la précédente partie de ce chapitre, l'identité des individus ou des groupes sociaux dépend du fait qu'ils soient reconnus au préalable comme détenteurs de besoins affectifs, de droits et de qualités faisant d'eux des partenaires dignes de reconnaissance. Elle se construit entre camarades de lutte.

Pour Honneth, les individus invisibilisés tentent de se faire reconnaître en « donnant des coups » pour faire pression sur les autres membres de la société et les institutions :

Mais la métaphore permet de comprendre que le sujet affecté s'efforce, par ces contre-mesures, de provoquer une réaction claire par laquelle l'autre personne montre qu'elle le perçoit. Si le sujet ne peut assurer sa propre visibilité qu'en contraignant ses semblables au moyen d'actions qui affirment sa propre existence, alors la preuve de son invisibilité se trouve dans l'absence même de ces réactions : dans la perspective de l'individu affecté, le critère lui permettant de s'assurer de sa visibilité au sens figuré tient dans les manières spécifiques de réagir qui sont un signe ou une expression d'une attention positive à son égard ; la suppression de ces formes d'expression indique par conséquent qu'il n'est pas socialement visible pour ses semblables en ce sens particulier (Honneth, *ibid.*, p. 229).

Ce passage semble indiquer que la visibilité d'un individu ou d'un groupe dépend de la présence ou de l'absence de réaction de la part des dominants. Encore une fois ici, ce que Honneth semble laisser entendre, c'est que l'identité d'un individu ou d'un groupe dépend des dominants qui choisiront ou pas de reconnaître leurs subalternes. Dans une conception intersubjective de l'identité, nous devons en effet reconnaître que l'identité des personnes dépend du regard de l'autre, et ce, que cet autre soit dans une position de dominant ou non. Mais ce qui semble sous-estimé ou ignoré chez Honneth, c'est la capacité des membres de groupes en lutte d'acquérir une visibilité sociale et une reconnaissance réciproque entre les membres d'un même groupe indépendamment des institutions et des dominants. Ce que je défends comme thèse, c'est qu'une certaine forme d'identité sociale reconnue et valorisée peut s'acquérir à travers une lutte sociale entre les membres de groupes en lutte, qu'une certaine visibilité sociale peut être atteinte indépendamment de la manière dont les dominants se sont comportés ou se comportent à leur égard. Ainsi, la reconnaissance sociale d'un groupe – comme celui que forment les prisonniers d'Attica – ne dépend pas exclusivement du regard que leur portent les membres de la société et les institutions. En effet, dans le cas d'Attica, ce n'est pas les dominants qui « rendent visibles » les détenus en témoignant d'une reconnaissance à leur égard. Au contraire, c'est la lutte même pour une reconnaissance sociale qui fait apparaître les détenus dans l'espace public et qui, par le fait même, permet aux mutins d'acquérir une certaine identité collective. Le « nous » avec lequel ils s'expriment dépasse leur situation sociale singulière. Il rejoint un mouvement plus large pour les droits civiques. Dans ce qui suit, je vais discuter de la formation de ce « nous », de cette identité

collective à travers la lutte, à l'aide, notamment, de la conception d'inspiration marxiste de la reconnaissance.

Honneth affirme que la réalisation de soi survient notamment lorsque nous sommes reconnus comme « détenteurs d'aptitudes pratiques contribuant à la reproduction de la vie commune » (Honneth, *ibid.*, p. 20). Ce troisième critère nécessaire à la reconnaissance semble faire écho à la conception d'inspiration marxiste de la reconnaissance qui est susceptible d'enrichir cette discussion sur l'identité, car elle vient appuyer mon hypothèse selon laquelle une reconnaissance – et donc une certaine identité valorisée – est possible entre opprimés.

Pour Renault, il y a trois manières dont on peut différencier Marx et Hegel en ce qui a trait à la thématique de la reconnaissance. En effet, « plutôt qu'un *besoin* ou une *attente* (comme chez Hegel), la *reconnaissance* chez Marx est la *conséquence cognitive* d'un *accomplissement pratique* » (Renault, 2017b, p. 75). En effet, le besoin de l'autre concerne « les relations pratiques avec autrui conçues en termes d'échange d'activités plutôt qu'en termes d'attentes de reconnaissance » (Renault, *ibid.*). Plus spécifiquement, l'interaction, chez Marx, est conçue comme une interaction vitale entre individus qui dépendent les uns des autres pour satisfaire leurs besoins et dont les actions ne peuvent vraiment se développer que dans le cadre de la coopération sociale. Ce qui est premier dans l'interaction, c'est un besoin pratique d'autrui comme partenaire d'action et non le besoin de reconnaissance par autrui » (Renault, *ibid.*, p. 75-76). Certes, pour cette approche marxiste de la reconnaissance, la reconnaissance peut devenir un besoin (et donc se transformer en attente), mais « seulement après qu'on en a fait l'expérience au sein des formes de socialités non aliénées qui rendent possible une reconnaissance véritable et pleinement satisfaisante » (Renault, *ibid.*, p. 76). Renault donne ici l'exemple des artisans communistes cité par Marx qui décident de s'associer d'abord pour des raisons politiques ou instrumentales :

[Par le fait de s'associer, les artisans] s'approprient par là un nouveau besoin, le besoin de la société, et ce qui apparaît comme un moyen est devenu le but [...]. Ici, c'est le plaisir de la reconnaissance réciproque comme partenaire d'une coopération réussie et pleinement satisfaisante qui fait naître un besoin de reconnaissance, mais ce plaisir ne provient pas de la satisfaction d'un besoin de reconnaissance préalable » (Renault, *ibid.*, p. 77).

La coopération réussie est donc possible grâce à une pratique partagée entre des membres d'un groupe qui acquièrent, indépendamment de la volonté des dominants ou du comportement des institutions à leur égard, une reconnaissance réciproque. Autrement dit, il est possible d'espérer une reconnaissance sociale sans en avoir fait l'expérience au préalable. Cette conception de la reconnaissance comme résultat d'une activité pratique – dans le cas qui nous intéresse, une révolte – met en lumière une conception de l'identité valorisée qui ne dépend pas du regard que portent les institutions ou les dominants à l'endroit des opprimés. Au contraire, cela met en lumière la possibilité pour les dominés qui entrent en lutte d'acquérir une certaine reconnaissance et une certaine identité à travers la lutte. Une certaine reconnaissance, car il ne faut pas nier l'importance pour les individus d'être reconnus comme détenteurs de besoins primaires et de droits. Les prisonniers d'Attica ont été méprisés du début jusqu'à la fin de leur révolte et la violente répression en est une preuve. Néanmoins, on peut affirmer que la reconnaissance n'est pas à tout coup le résultat final d'une lutte, d'un combat. Elle se développe aussi à travers l'action collective et l'activité parmi les membres en lutte, et ce, indépendamment du regard de l'autre. Autrement dit, la visibilité sociale s'acquiert à travers des actions de solidarité.

Pour appuyer cette hypothèse, nous pouvons avoir recours au texte d'Alberto Melucci intitulé *The process of collective identity* dans lequel il pose les bases d'une théorie de l'identité collective qui se forme, se transforme et se maintient à travers la lutte sociale. Pour mémoire, la notion d'identité collective est étudiée depuis les années 1960 (Dictionnaire des mouvements sociaux, 2020). Elle est mobilisée comme catégorie scientifique :

[...] afin de mieux comprendre ce qui fait tenir ensemble un mouvement, les liens qui peuvent s'y tisser, les solidarités qui peuvent en émerger, etc. Ainsi, il s'agit plutôt [...] d'analyser le processus – à la fois interne et externe – de constitution d'un « nous » et de définition de ses frontières, et de comprendre les mécanismes de solidarité qui s'y déploient (Dictionnaire des mouvements sociaux, 2020, p. 308).

Une citation est particulièrement intéressante et souligne l'importance des relations de solidarité – ou de coopération – à travers la lutte dans la formation de l'identité :

Lors d'un conflit, la solidarité interne du groupe renforce l'identité et la garantit. Les gens se sentent liés aux autres non pas parce qu'ils partagent les mêmes intérêts, mais parce qu'ils ont besoin de ce lien pour donner un sens à ce qu'ils font (Pizzorno 1978,

1986). La solidarité qui lie les individus aux autres leur permet de s'affirmer comme sujets de leurs actions et de résister à la rupture des relations sociales induite par les conflits. De plus, ils apprennent à rassembler et à concentrer leurs ressources afin de se réapproprier ce qu'ils reconnaissent comme leur appartenant. La participation à des formes de mobilisation collective ou à des mouvements sociaux, l'implication dans des formes d'innovation culturelle, l'action volontaire inspirée par l'altruisme, tout cela se fonde sur ce besoin d'identité et contribue à le satisfaire (Melucci, 1995, p. 49).

Cela explique pourquoi le terme de « solidarité » est surtout revendiqué par les groupes qui résistent à l'oppression. La solidarité existant entre les prisonniers d'Attica en constitue un exemple notoire. Elle s'exprime, notamment, à travers le *Attica Liberation Faction Manifesto of Demands And Anti-Depression Platform* dans lequel les prisonniers d'Attica en révolte formuleront leurs revendications. Dans l'introduction de ce manifeste, les prisonniers affirment leur solidarité les uns envers les autres. Une solidarité qui dépasse les particularités de chacun :

Nous, les prisonniers de la prison d'Attica, demandons la fin de l'injustice subie par tous les prisonniers, sans distinction de race, de croyance ou de couleur. La préparation et le contenu de ce document ont été élaborés grâce aux efforts conjoints de toutes les races et de tous les secteurs sociaux de cette prison (Melville, 2022, p. 205).

En résistant à cette expérience de mépris social, les individus pris dans une situation de domination se forgent une identité collective à l'aune d'une reconnaissance réciproque :

l'appartenance à un groupe peut être définie du point de vue des relations de reconnaissance qui unissent les membres de ce groupe, que ce groupe peut se constituer en pôle de résistance à la domination, et que les attentes de reconnaissance de ses membres peuvent être structurées par cette résistance – c'est le cas lorsqu'un groupe dominé construit son identité collective dans un rapport « eux-nous » (Renault, 2017b, p. 137).

L'identité collective vient donc cimenter les relations entre les membres de groupes en lutte. Elle produit des effets de reconnaissance sur le groupe :

L'identité collective assure la continuité et la permanence du mouvement dans le temps ; elle fixe les limites de l'acteur par rapport à son environnement social. Elle régule l'appartenance des individus, définit les conditions d'adhésion au mouvement et les critères par lesquels ses membres se reconnaissent et sont reconnus. Le contenu de cette identité et sa durée varient selon le type de groupe (Melucci, 1995, p. 49; c'est moi qui souligne).

Cette conception de l'identité collective – qui puise à la fois chez Marx et chez Melucci tout en faisant écho au concept de reconnaissance – met en lumière sa relative autonomie par rapport aux institutions et aux dominants. Elle vient appuyer l'hypothèse selon laquelle une reconnaissance sociale est possible entre les membres d'un groupe social en lutte, et ce, indépendamment du regard des dominants.

2.3 Conclusion du second chapitre

Si les groupes fortement marginalisés ont besoin de ressources et d'alliés pour accomplir des actions collectives – et donc doivent parfois s'inscrire dans des relations réifiées et transactionnelles –, la théorie de la reconnaissance et son négativisme méthodologique soutiennent que les groupes en lutte peuvent être motivés par un désir de rejoindre d'autres types de relation, à savoir des relations de reconnaissance. L'étude de ces relations de reconnaissance peut également expliquer pourquoi des groupes fortement marginalisés et susceptibles d'être confrontés à une sévère répression politique choisissent néanmoins l'action collective. Elle jette aussi une lumière sur l'aspect affectif et le contenu normatif des luttes sociales en proposant une conception originale de la nature des interactions humaines basée sur des liens de reconnaissance. Cette dimension intersubjective nous aide à comprendre la vulnérabilité des individus et les formes de mépris qui découlent d'une expérience de vie difficile. Enfin, elle propose une autre motivation derrière la lutte de groupes marginalisés, soit celle de rejoindre des relations de reconnaissance juste.

Mais au-delà du plan affectif, la reconnaissance s'inscrit également dans l'environnement social des individus et indique comment les formes de mépris social s'ancrent dans l'expérience matérielle de prisonniers comme ceux d'Attica. En faisant communiquer les concepts honnethiens avec l'expérience matérielle des prisonniers d'Attica, on ajoute un aspect critique à l'étude de leur révolte. Par ailleurs, dans un sens qui s'inscrit cette fois dans une perspective d'inspiration marxiste, mettre en lumière la portée matérielle de la reconnaissance montre comment l'imbrication de différents rapports sociaux – rapports d'exploitation et de domination – génère des effets de reconnaissance particuliers. Parmi ces effets, on note le déni de reconnaissance que peuvent ressentir les opprimés à l'endroit des dominants, mais aussi le recours à une instrumentalisation de la reconnaissance par les premiers comme stratégie de lutte. En bref, ces effets semblent appuyer la thèse selon laquelle la lutte menée par les prisonniers d'Attica peut être interprétée comme une

lutte de reconnaissance agonistique. Les revendications portées par les révoltés d'Attica ne peuvent être satisfaites dans une société qui génère des rapports de déni de reconnaissance, d'exploitation et de domination et l'hypothèse selon laquelle les prisonniers d'Attica en étaient conscients me semble plausible si nous considérons la radicalité de leur action collective. Par conséquent, il peut affirmer que leur révolte a eu un caractère agonistique.

Enfin, si pour Honneth une reconnaissance de la part des institutions semble nécessaire pour que les opprimés acquièrent une identité valorisée, nous avons vu qu'une identité valorisée et qu'une certaine reconnaissance sociale peuvent s'acquérir à travers la lutte sociale indépendamment du regard des dominants. Les dominés peuvent ainsi acquérir une certaine forme d'identité reconnue au travers de la lutte elle-même. S'ils le peuvent, c'est grâce à leur activité pratique et à leur coopération qui rendent possible le sentiment d'appartenance autour d'un « nous » collectif. Cette réflexion sur l'identité montre ainsi la capacité de groupes fortement marginalisés de se construire une identité en arrachant aux dominants le monopole de la reconnaissance.

CONCLUSION

Ce mémoire de maîtrise a défendu la thèse selon laquelle une attention particulière à l'expérience vécue des individus composant des groupes marginalisés pouvait venir enrichir la manière avec laquelle nous étudions habituellement leurs mobilisations. Plus précisément, j'ai suggéré que la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth et son concept de mépris social pouvaient ouvrir la voie à une autre façon d'étudier les mobilisations improbables. Cette conclusion vise à revenir sur les principaux arguments qui ont permis de soutenir cette thèse. Je souhaite aussi présenter quelques raisons secondaires qui ont justifié mon choix de me tourner vers la théorie critique et dire quelques mots sur le cas d'étude qui a inspiré ma recherche.

En premier lieu, j'ai construit l'argument central de ce travail en prenant comme point de départ la théorie de la mobilisation des ressources. J'ai insisté sur le fait que cette théorie est incontournable pour l'étude des mobilisations improbables. Elle permet de montrer a) comment des groupes sociaux marginalisés arrivent à s'appropriier des ressources par l'entremise de liens entretenus notamment avec des organisations et des individus de la société et b) comment les groupes mobilisent leurs ressources internes pour passer à l'action. En suggérant que les individus agissent de manière rationnelle, cette théorie affirme qu'ils choisissent la lutte sociale après un calcul de coût et de bénéfices. Cela semble effectivement le cas dans certains contextes comme le montre Mathieu (2001) dans son étude de la mobilisation de travailleuses du sexe. Mais cette théorie ne me semblait fournir qu'une réponse partiellement satisfaisante à la question des mobilisations improbables. En effet, un constat s'est dégagé de mes recherches, à savoir que le recours à la philosophie sociale et certains de ses concepts critiques étaient rarement, voire aucunement, mobilisés dans les études portant sur les mobilisations improbables. C'est le cas dans les études portant sur les mobilisations improbables dont le cadre théorique est celui de la mobilisation des ressources. Différentes raisons peuvent expliquer la mise à l'écart de concepts critiques ou de la théorie critique, mais j'ai la conviction que ces concepts et la théorie critique en général peuvent lever le voile sur une dimension des mobilisations improbables peu étudiée, à savoir l'expérience de mépris social. Mais encore, une des raisons supplémentaires qui a motivé mon choix de me tourner vers la théorie critique et la théorie de la reconnaissance en particulier s'explique par le contexte actuel dans lequel nous vivons. À une époque où les mobilisations sont

nombreuses et où un attrait pour le marxisme et la théorie critique semblent renaître – notamment à cause des changements climatiques, des inégalités sociales grandissantes, etc. – il m’a semblé important de faire un travail proposant l’utilisation de concepts critiques pour élucider la question des mobilisations de groupes marginalisés. Ainsi, la théorie de la reconnaissance de Honneth me semblait toute désignée non seulement pour la question des mobilisations improbables, mais aussi pour cette raison supplémentaire. Je souhaitais proposer un travail qui renoue avec la théorie critique pour comprendre certains types de mobilisation. À partir de la présentation de la théorie de la mobilisation des ressources, j’ai ainsi ciblé trois problèmes justifiant mon recours à la philosophie sociale.

Premièrement, j’ai critiqué le fait de réduire une diversité d’aspects de l’expérience humaine au concept de ressource. J’ai suggéré que cette façon de procéder était susceptible d’invisibiliser des aspects importants de l’expérience humaine qui pouvaient justifier le recours par certains groupes à l’affrontement social. J’ai formulé l’hypothèse qu’une attention minutieuse à l’expérience de vie difficile pouvait expliquer une des énigmes posées par les mobilisations improbables, à savoir qu’elles surviennent malgré des obstacles, une marginalisation ou encore le risque élevé d’une violente répression. J’ai affirmé que ces expériences devaient être analysées, comprises et discutées, car derrière elles se cachent possiblement d’autres raisons pouvant expliquer les mobilisations sociales de groupes marginaux. Puisqu’entreprendre une étude empirique pour mieux établir cette hypothèse aurait dépassé les limites de ce mémoire, j’ai tenté de fournir des exemples plausibles tirés d’une révolte de prisonniers, à savoir celle d’Attica. À travers des extraits de discours et des faits historiques, j’ai mis en lumière des éléments témoignant d’une expérience de vie douloureuse vécue et exprimée par les prisonniers d’Attica. Il m’apparaissait clair à travers les discours de prisonniers et leurs conditions d’existence que la lutte d’Attica était motivée par une expérience de mépris social, notamment.

Deuxièmement, j’ai critiqué la conception réifiée des rapports humains que la théorie de la mobilisation des ressources met de l’avant. Si je suis d’accord pour dire que nous interagissons parfois de manière utilitariste avec nos semblables, et que des membres de mouvements sociaux le font également pour faire avancer leur cause, ces types de rapports réifiés ne sont pas exclusifs. D’autres types de rapports existent et peuvent expliquer le recours à la lutte sociale par les groupes sociaux. J’ai suggéré que cela était plus particulièrement le cas pour les mobilisations de groupes

marginalisés, car au-delà des gains matériels souhaités, une expérience de vie difficile pouvait amener des individus marginalisés à former un nous collectif afin d'exiger des relations plus authentiques ne relevant pas exclusivement de relations transactionnelles. Autrement dit, l'action collective propulsée par une expérience de vie négative semble obéir à un processus qualitativement différent que ce que suggère la théorie de la mobilisation des ressources. Ici, l'apport de la théorie de la reconnaissance venait mettre en lumière ce processus différent dans la naissance de mobilisations de groupes marginaux.

Troisièmement, un constat dans la littérature sur les mobilisations improbables est venu appuyer mon désir de puiser dans la théorie critique pour venir compléter la théorie de la mobilisation des ressources. Effectivement, les concepts provenant de la tradition critique y sont quasi inexistants. Or, les analyses de mobilisations improbables me semblaient partielles, car elles accordaient peu d'attention à l'expérience vécue par les membres de ces groupes. Mon hypothèse était que ces concepts semblent pourtant pertinents pour éclairer la dimension expérientielle pouvant jouer un rôle dans la mobilisation de groupes marginalisés. De plus, ces concepts me semblaient pertinents pour éclairer le contenu normatif de ce type de luttes, c'est-à-dire les sentiments moraux découlant d'une expérience de mépris pouvant être à la source de conflits sociaux selon Honneth. En déployant la théorie de la reconnaissance, je pense avoir montré la pertinence de mobiliser des concepts issus de la théorie critique afin de jeter une lumière sur une dimension subjective pouvant expliquer les mobilisations sociales.

En bref, ces trois questionnements m'ont conduit à me tourner vers une méthode de recherche qui pourrait nous permettre d'éclairer l'expérience de vie difficile des individus marginalisés choisissant la lutte sociale. Après l'exposé de ces problèmes, j'ai donc présenté la méthode du négativisme méthodologique déployée par Honneth dans *La lutte pour la reconnaissance* (2000) et Emmanuel Renault dans *L'expérience de l'injustice* (2017a). Cette méthode me semblait complémentaire à la théorie de la mobilisation des ressources, car elle propose de se mettre au chevet des opprimés afin de comprendre les raisons qui motivent leurs luttes sociales. En d'autres termes, cette méthode suppose qu'il soit possible de mettre en lumière les motivations des luttes en s'intéressant au cadre de l'expérience morale où des attentes normatives – par exemple, des attentes de reconnaissance – se trouvent déçues. Cette méthode m'a semblé fort pertinente pour résoudre notamment ce que je considère comme l'énigme des

mobilisations improbables, à savoir qu'elles émergent malgré des risques, des obstacles et une possible répression par la violence.

Avec ce premier chapitre, j'ai justifié le recours à la théorie critique pour étudier les mobilisations improbables. Je pense que la théorie critique peut enrichir la sociologie des mouvements sociaux, car elle s'intéresse à leur contenu normatif et aux pathologies du social dans lesquelles les mouvements émergent. Elle a également la prétention de mettre des mots sur les expériences vécues par des personnes opprimées. Encore une fois, mon intention n'était pas de rejeter la théorie de la mobilisation des ressources. Toutefois, ces premiers arguments me semblaient pertinents pour creuser plus en profondeur l'intuition derrière ma thèse, à savoir que l'étude d'expériences de vie difficiles pouvait fournir des pistes de réflexion intéressantes pour la question des mobilisations improbables.

En second lieu, je me suis attardé à présenter la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth dans laquelle ce dernier mobilise la méthode du négativisme méthodologique. Pour Honneth, la reconnaissance est au centre des interactions humaines. Cette affirmation honnethienne mérite d'être nuancée, car, comme je l'ai écrit, les interactions entre les humains sont de différents ordres. Elles peuvent être utilitaristes, s'inscrire dans le cadre du prendre soin (*care*) ou encore de l'ordre de la reconnaissance, par exemple. Bref, la reconnaissance est une facette de l'action humaine. Néanmoins, Honneth m'a semblé fournir une théorie fort pertinente pour l'étude des mobilisations improbables. Son concept de mépris social met l'accent sur le contenu expérientiel des individus motivés par la lutte sociale. En vivant une expérience de mépris social, les prisonniers d'Attica se sont révoltés par la nature intolérable de leurs conditions d'existence. Il est aussi certains qu'ils aient voulu intégrer d'autres types de rapports sociaux plus justes comme, par exemple, des relations de reconnaissance justes. Par conséquent, différents types de rapports sociaux peuvent cohabiter. Nous pouvons chercher à maximiser les gains à travers une lutte tout en désirant plus de reconnaissance. Mais ce qui est particulier avec les rapports de reconnaissance, c'est qu'ils semblent motiver la lutte de personnes pour qui l'acquisition de gains à travers la lutte semble difficile, voire impossible.

Après avoir présenté la théorie de la reconnaissance, il m'a semblé nécessaire d'approfondir la réflexion concernant la théorie de la reconnaissance. Plutôt que de me contenter de la substituer

à la théorie de la mobilisation des ressources pour élucider la question de l'action collective de groupes exclus, je souhaitais garder une certaine distance critique et réflexif. J'ai donc proposé trois réflexions. D'abord, j'ai abordé la question de la matérialité de la reconnaissance. En effet, au moment où j'ai lu la *Lutte pour la reconnaissance* au début de ma recherche, j'avais du mal à saisir la portée matérielle de cette théorie. Inspirée par Hegel et la psychanalyse, cette théorie m'apparaissait peu empirique. Dans l'optique où je souhaitais proposer une approche complémentaire à la mobilisation des ressources, et où je souhaitais que mon mémoire ait également une certaine pertinence pour mes collègues sociologues, je pensais qu'il était pertinent de réfléchir à la portée empirique de la reconnaissance. Ainsi j'ai proposé, à partir d'un texte de Honneth tiré de *La société du mépris*, que la reconnaissance a également un aspect physique et qu'il est possible de percevoir la portée matérielle du mépris social derrière les conditions matérielles dans lesquelles des groupes sociaux sont plongés. Cela semblait montrer que les obstacles matériels aux luttes sociales pouvaient dès lors rendre possible – de manière paradoxale – la lutte sociale.

Ensuite, je me suis intéressé à l'imbrication de rapports sociaux – reconnaissance, domination et exploitation – afin d'éclairer ses effets sur la reconnaissance, par exemple : les effets de reconnaissance non-hiérarchisée et l'instrumentalisation de la reconnaissance par les dominés. Cette étude démontre comment, concrètement, la reconnaissance peut être mobilisée de différentes façons par les acteurs sociaux. Mais ce que je voulais surtout montrer, c'est qu'elle n'est pas dépendante du regard que posent les dominants (les gouvernements, les gardiens, les policiers, etc.) sur les dominés ni exclusivement malléable par les dominants. J'ai voulu soutenir, en effet, que les dominés pouvaient la manipuler pour leurs fins, à leur avantage, non pas comme une ressource parmi tant d'autres, mais bien pour acquérir à travers leur lutte une reconnaissance indépendamment du regard des dominants (entre partenaires de lutte et auprès d'autres membres de la société civile). Enfin, j'ai suggéré que ces effets de reconnaissance venaient appuyer l'interprétation d'une lutte de reconnaissance agonistique dans certaines mobilisations improbables comme, par exemple, celle d'Attica. Effectivement, la radicalité des gestes posés par les mutins d'Attica envers les autorités (gardiens, policiers, etc.) et les risques consciemment encourus m'ont conduit, dès le début de ma recherche et d'abord intuitivement, à y voir un caractère agonistique ou révolutionnaire. Ce caractère me semble maintenant plausible au regard de l'étude des effets de

reconnaissance. Un groupe peut sembler exhorter les dominants à le reconnaître, mais il est possible qu'il le fasse pour des raisons stratégiques. Seule une étude empirique permettrait de valider cette hypothèse. Cela dit, je pense avoir montré qu'elle est plausible.

Enfin, j'ai proposé une réflexion sur l'identité collective de groupes marginalisés. Je voulais montrer, comme je l'ai mentionné précédemment, que des membres de groupes marginalisés en lutte étaient à même d'acquérir une identité valorisée entre partenaires de lutte. Pour Honneth, il n'est pas clair que les individus ne dépendent pas des institutions dominantes pour acquérir une identité, c'est-à-dire une reconnaissance sociale. J'ai donc suggéré, à partir des travaux de Renault et son interprétation de Marx, qu'une identité pouvait s'acquérir chez les individus en lutte. D'abord, la reconnaissance peut s'acquérir à travers une expérience pratique et partagée avec des partenaires d'interaction. Elle est le fruit, autrement dit, d'une pratique collective avec autrui. Dans le cas de luttes sociales, la reconnaissance n'est pas un besoin a priori ancré chez les individus. Elle devient une attente et un besoin lorsque nous construisons des relations avec autrui. Cela m'a donc amené à penser que l'identité reconnue pouvait s'acquérir via une action collective entre opprimés et non seulement par des gestes de reconnaissance posés par des dominants. Ensuite, les travaux de Melucci sont venus en quelque sorte étayer cette idée d'une identité indépendante du regard des dominants, car ce chercheur a su mettre en lumière l'importance de la solidarité dans un groupe pour qu'une lutte émerge et se maintienne. Par voie de conséquence, je pense avoir proposé une hypothèse plausible en ce qui a trait à l'identité de groupes marginalisés. Celle-ci n'est pas éteinte ou abîmée au moment où des individus luttent. Au contraire, elle peut être bien vivante et indépendante des dominants.

En conclusion, à travers ce mémoire de maîtrise, j'ai voulu explorer des pistes de réflexion intéressantes pour l'étude des mobilisations improbables. Je demeure conscient qu'une véritable étude empirique serait nécessaire afin d'approfondir les discussions amorcées dans ce travail. Néanmoins, je pense avoir ouvert une perspective en proposant un dialogue entre la philosophie sociale et la sociologie des mouvements sociaux, un dialogue peu présent, me semble-t-il, dans la littérature ces dernières années. Pourtant, la philosophie sociale et ses concepts sont susceptibles d'enrichir les études sociologiques portant sur les mobilisations de groupes marginalisés. Dans le cadre de ce travail, la philosophie sociale montre la pertinence de s'intéresser à l'expérience vécue d'individus formant des groupes fortement marginalisés. Je pense qu'il est aussi important, pour

les philosophes, de s'intéresser aux mouvements sociaux. À une époque où les inégalités sociales sont grandissantes, et où les acquis sociaux sont menacés par la montée de l'extrême droite qui contamine nos institutions et nos sociétés, l'étude des luttes menées par les opprimés devient particulièrement importante. Elle s'avère nécessaire non seulement pour apprendre l'histoire des subalternes, mais aussi pour réfléchir aux révoltes qui éclatent un peu partout dans le monde en réaction à ce contexte international. La philosophie peut donc jouer un rôle théorique pour rendre compte des luttes sociales et fournir un certains nombres de concepts pouvant mettre des mots sur le vécu des gens.

En terminant, je veux dire quelques mots sur mon cas d'étude. Cette recherche m'a permis de lire sur une variété de sujets, de mettre en dialogue des théories et de défendre une thèse qui était d'abord une intuition, mais elle m'a surtout permis de découvrir la révolte d'Attica. En effet, comme mentionné en introduction, ce mémoire a été l'occasion de plonger dans l'histoire du mouvement pour les droits civiques où j'ai découvert une révolte à la marge des grands événements ayant marqué la lutte pour les droits civiques aux États-Unis (par exemple, le discours de Martin Luther King et la marche sur Washington, le Civil Rights Act, etc.). Tout comme les autres événements importants de cette période historique, la révolte d'Attica a sa pertinence pour les luttes d'aujourd'hui et celles à venir. En effet, par sa radicalité, et parce qu'elle frappe l'imaginaire, cette révolte nous rappelle l'importance de lutter même si des risques et des obstacles existent. À une époque où les droits des plus marginalisés sont menacés par l'arrivée, aux quatre coins du monde, de gouvernements d'extrême droite, les prisonniers d'Attica me rappellent une autre injonction de Walter Benjamin, à savoir qu'« il faut couper la mèche qui brûle avant qu'elle n'atteigne la dynamite » (Löwy, 2016).

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, R. (1994). Explaining Prison Riots. *Prison Riots in Britain and the USA* (2ième éd.) Jo Campling. <https://doi.org/10.1007/978-1-349-23587-2>
- Anderson, C. (2007). *The Indian Uprising of 1857-8 : prisons, prisoners, and rebellion*. Anthem Press. <https://doi.org/10.7135/UPO9781843313878>
- Artières, P. (2019). La mutinerie d'Attica en septembre 1971. Récit d'une action collective. *Criminocorpus. Revue d'Histoire de la justice, des crimes et des peines*, 14, 1-17. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.4000/criminocorpus.6557>
- Artières, P. (2020). Tombeau photographique pour les mutins assassinés d'Attica. *Sociétés & Représentations*, 50(2), 17-24. <https://doi.org/10.3917/sr.050.0017>
- Bellot, C. et Rivard, J. (2013). La reconnaissance : un enjeu au coeur de la recherche participative. *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 105-124. <https://doi.org/10.7202/1020824ar>
- Lazzeri, C et Caillé, A. (dir). (2016). *La reconnaissance aujourd'hui*. CNRS Éditions. <http://books.openedition.org/editions-cnrs/7201>
- Blais, M. (2021). Ce que la peur fait à l'engagement féministe. *Lien social et Politiques*, (86), 94-112. <https://doi.org/10.7202/1079494ar>
- Blin, T. (2005). Ressources, stratégies et régulation d'un espace d'action collective : le cas des « réfugiés » de saint-ambroise. *L'Année sociologique*, 55(1), 171-196. <https://doi.org/10.3917/anso.051.0171>
- Bourdieu, P. (1997). *Méditations pascaliennes*. Editions du Seuil. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb36167508f>
- Bourdieu, P. (1998). *Contre-feux : propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*. Liber-Raisons d'agir. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb36972439t>
- Bourdieu, P. (dir). (1993). *La misère du monde*. Éditions du Seuil. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb369560812>
- Caillé, A. (2009). *Théorie anti-utilitariste de l'action. Fragments d'une sociologie générale*. La Découverte. <https://www.cairn.info/theorie-anti-utilitariste-de-l-action--9782707157485.htm>
- Carnevali, B. (2016). Aisthesis et estime sociale. Simmel et la dimension esthétique de la reconnaissance. *Terrains/Théories*, (4). <https://doi.org/10.4000/teth.686>
- Chabanet, D., Dufour, P. et Royall, F. (dir). (2011). *Les mobilisations sociales à l'heure du précarité*. Presses de l'école des hautes études en santé publique. <https://doi.org/10.3917/ehesp.chaba.2011.01>

- Charbit, J. et Ricordeau, G. (2018a). Au risque de la participation : comparaison des syndicats de prisonniers en France et aux États-Unis. *Participations*, 22(3), 185-211. <https://doi.org/10.3917/parti.022.0185>
- Charbit, J. et Ricordeau, G. (2018b, 4 septembre). La grève des prisonniers aux États-Unis. *La vie des idées*. <https://laviedesidees.fr/La-greve-des-prisonniers-aux-Etats-Unis.html>
- Charbit, J. et Ricordeau, G. (2020). La prison, un espace de résistances et de mobilisations. *Champ pénal*, (21), 4-12. <https://doi.org/10.4000/champpenal.12041>
- Ricordeau, G. (2021). *Crimes & peines : penser l'abolitionnisme pénal*. Grevis. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.4000/lectures.50149>
- Collovald, A. et Mathieu, L. (2009). Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical. *Politix*, 22(2), 119-143. <https://doi.org/10.3917/pox.086.0119>
- Courtél, Y. (2008). La lutte pour la reconnaissance dans la philosophie sociale d'Axel Honneth. *Revue des sciences religieuses*, (82/1), 5-23. <https://doi.org/10.4000/rsr.622>
- Cress, D. M. et Snow, D. A. (1996). Mobilization at the Margins: Resources, Benefactors, and the Viability of Homeless Social Movement Organizations. *American Sociological Review*, 61(6), 1089-1109. <https://www-jstor-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/2096310>
- Davis, A. Y. (2024). *Abolition: Politics, Practices, Promises, Vol. 1*. Haymarket Books. <https://www.penguin.co.uk/books/445922/abolition-politics-practices-promises-vol-1-by-davis-angela-y/9780241551271>
- Dejours, C. (1998). *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale*. Éditions du Seuil. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb36197945c>
- Della Porta, D. et Diani, M. (dir). (2006). *Social movements : an introduction* (2ième éd.). Blackwell Pub. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb401173142>
- Della Porta, D. et Diani, M. (dir). (2017). *The Oxford handbook of social movements* (1ère édition). Oxford University Press. <https://academic.oup.com/edited-volume/28119>
- Demazière, D. et Pignoni, M. T. (1998). *Chômeurs: du silence à la révolte : sociologie d'une action collective*. Hachette littératures. <https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb37558461g>
- Duranty, J.-P. (2004). Injustice, Violence and Social Struggle. The Critical Potential of Axel Honneth's Theory of Recognition. *Critical Horizons*, 5(1), 297-322. <https://doi.org/10.1163/1568516042653549>
- Duranty, J.-P. (2005). Les horizons marxistes de l'éthique de la reconnaissance. *Actuel Marx*, (38), 159-178. <https://doi.org/10.3917/amx.038.0159>

- Duranty, J.-P. (2013). La philosophie sociale entre sociologie et psychologie sociale: Le cas du travail. *Cahiers philosophiques*, 132(1), 21-33. <https://doi.org/10.3917/caph.132.0021>
- Edwards, B., McCarthy, J. D. et Mataic, D. R. (2018). The Resource Context of Social Movements. Dans D. A. Snow, S. A. Soule, H. Kriesi et H. J. McCammon (dir.), *The Wiley Blackwell Companion to Social Movements* (1^{re} éd., p. 79-97). Wiley. <https://doi.org/10.1002/9781119168577.ch4>
- Emperador Badimon, M. (2020). *Lutter pour ne pas chômer : Le mouvement des diplômés chômeurs au Maroc*. Presses universitaires de Lyon. <https://doi.org/10.4000/books.pul.32492>
- Fillieule, O. (2009). De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? *Politique et Sociétés*, 28(1), 15-36. <https://doi.org/10.7202/001723ar>
- Fillieule, O., Agrikoliansky, É., Sommier, I. (dir). (2010). *Penser les mouvements sociaux conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.3917/dec.filli.2010.01>.
- Fillieule, O., Mathieu, L. et Péchu, C. (dir). (2020). *Dictionnaire des mouvements sociaux* (2ième édition). Presses de Sciences Po. <https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724611267.htm>
- Fines, L. (2020). *Mouvements sociaux et émeutes en prison : à l'heure du sacrifice*. L'Harmattan. <https://journals.openedition.org/lectures/45666?lang=es>
- Fischbach, F. (2009). *Manifeste pour une philosophie sociale*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.fisch.2009.01>
- Flammand, B. (2021). Se sentir politiquement engagé : Le rôle des émotions dans la subjectivation politique des recrues de Lutte ouvrière. *Lien social et Politiques*, (86), 132-149. <https://doi.org/10.7202/1079496ar>
- Fraser, N. (dir). (2011). *Qu'est-ce que la justice sociale? : reconnaissance et redistribution*. La Découverte. <https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/qu-est-ce-que-la-justice-sociale--9782707167897.htm>
- Gilmore, R. W. (2018). *Golden Gulag: Prisons, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California*. (2ième édition). University of California Press. <https://www.jstor.org/stable/10.1525/j.ctt5hjht8>
- Goodwin, J et Hetland, G. (2013). The Strange Disappearance of Capitalism from Social Movement Studies. *Marxism and social movements*, 46, 82-102. https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.1163/9789004251434_005

- Guérin-Henni, A. (2013). *Prisonniers en révolte quotidien carcéral, mutineries et politique pénitentiaire en France (1970-1980)*. Agone. <https://agone.org/livre/prisonniersenrevolte/>
- Gurr, T. R. (1970). *Why men rebel*. Princeton University Press. <https://www.routledge.com/Why-Men-Rebel/Gurr/p/book/9781594519147#:~:text=Why%20Men%20Rebel%20was%20first,as%20wel%20as%20world%20events.>
- Hmed, C. (2009). Improbable ? La mobilisation des « immigrés » en temps de crise. *Savoir/Agir*, 8(2), 79-87. <https://doi.org/10.3917/sava.008.0079>
- Honneth, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Les éditions du Cerf. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb37182468c>
- Honneth, A. (2007). *La réification : petit traité de théorie critique*. Gallimard. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40986913z>
- Honneth, A. (2008). *La société du mépris vers une nouvelle théorie critique*. La Découverte. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb41349437k>
- Huff, R. (1975). The Development And Diffusion Of Prisoners' Movements. *The Prison Journal*, 55(2), 4-20. <https://doi.org/10.1177/003288557505500202>
- Jasper, J. M. (2018). *The emotions of protest*. University of Chicago Press. <https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/E/bo28301570.html>
- Johansson, A. et Vinthagen, S. (2015). Dimensions of everyday resistance: the Palestinian Sumūd. *Journal of Political Power*, 8(1), 109-139. <https://doi.org/10.1080/2158379X.2015.1010803>
- Lazzeri, C. (2010). Conflits de reconnaissance et mobilisation collective. *Politique et Sociétés*, 28(3), 117-160. <https://doi.org/10.7202/039007ar>
- Livrozet, S. (1999). *De la prison à la révolte*. L'Esprit frappeur. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb38847529g>
- Lukács, G. (1960). *Histoire et conscience de classe : essais de dialectique marxiste*. Éditions de Minuit. <https://bac-lac.on.worldcat.org/oclc/23393183>
- Löwy, M. (2016). Walter Benjamin, précurseur de l'écossocialisme. *Écossocialisme et histoire*, 130, 33-39. <https://doi.org/10.4000/chrhc.4909>
- Löwy, M. (2018). *Walter Benjamin : avertissement d'incendie une lecture des Thèses « Sur le concept d'histoire »*. L'Éclat poche. <http://www.lyber-eclat.net/livres/walter-benjamin-avertissement-dincendie-poche-28/>
- Manky, O. (2018). Resource Mobilisation and Precarious Workers' Organisations: An Analysis of the Chilean Subcontracted Mineworkers' Unions. *Work, Employment and Society*, 32(3), 581-598. <https://doi.org/10.1177/0950017017751820>

- Mathieu, L. (2001). *Mobilisations de prostituées*. Belin.
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb37638871n>
- Mathieu, L. (2004). *Comment lutter? : sociologie et mouvements sociaux*. Textuel.
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb39216175s>
- Mathieu, L. (2012). *L'espace des mouvements sociaux*. Éditions du Croquant. <https://editions-croquant.org/sociopo/842-lespace-des-mouvements-sociaux.html>
- Marx, K. (2016 [1867]). *Le Capital, Livre I*. PUF. <https://www.puf.com/le-capital-livre-i>
- Mauroy, H. (2018). La théorie du choix rationnel dans ses deux grandes versions : une représentation faussée du fonctionnement psychique humain: *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, Numéro 117-118(1), 97-117. <https://doi.org/10.3917/cips.117.0097>
- McAdam, D. (1999). *Political process and the development of Black insurgency, 1930-1970*. (2ième éd.). The University of Chicago Press.
<https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/P/bo5939918.html>
- McAdam, Doug., McCarthy, J. D. (dir). (1996). *Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987>
- McCarthy, J. D. et Zald, M. N. (1977). Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory. *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241. <https://www.jstor.org/stable/2777934>
- Melucci, A. (1995). The Process of Collective Identity. *Social Movements and Culture*, 4, 41-63. University of Minnesota Press.
<http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.5749/j.ctttt0p8.6>
- Melville, S. (2022). *Letters from Attica: 50th Anniversary Annotated Edition*. Chicago Review Press.
<https://books.google.ca/books?id=jCUtEAAQBAJ>
- Olson, M. (1965). *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups, With a New Preface and Appendix*. Harvard University Press.
https://books.google.ca/books?id=jzTeOLtf7_wC
- Pechu, C. (1996). Quand les «exclus» passent à l'action. La mobilisation des mal-logés. *Politix*, 9(34), 114-133. <https://doi.org/10.3406/polix.1996.1035>
- Perriard, A. et Van de Velde, C. (2021). Le pouvoir politique des émotions. *Lien social et Politiques*, (86), 4-19. <https://doi.org/10.7202/1079489ar>
- Pierru, E. (2010). Organisations et ressources. Dans Fillieule, O., Agrikoliansky, É., Sommier, I. (dir). *Penser les mouvements sociaux conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. (19-38). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.filli.2010.01.0019>

- Pleyers, G. et Capitaine, B. (2016). *Mouvements sociaux Quand le sujet devient acteur*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <http://books.openedition.org/editionsmsmh/9891>
- Poncela, P. (2021). Il y a 50 ans, le groupe d'information sur les prisons (GIP). *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1(1), 1-14. <https://doi.org/10.3917/rsc.2101.0001>
- Renahy, N. et Sorignet, P.-E. (2021). *Mépris de classe : l'exercer, le ressentir, y faire face*. Éditions du Croquant. <https://editions-croquant.org/sociologie/708-mepris-de-classe.html>
- Renault, E. (2000). *Mépris social : éthique et politique de la reconnaissance*. Éditions du Passant. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb37714128c>
- Renault, E. (2007). Reconnaissance et travail. *Travailler*, 18(2), 119-135. <https://doi.org/10.3917/trav.018.0119>
- Renault, E. (2008). *Souffrances sociales : philosophie, psychologie et politique*. La Découverte. <https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/souffrances-sociales--9782707154019-page-1.htm>
- Renault, E. (2014). *Marx et la philosophie*. Presses universitaires de France. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb442134968>
- Renault, E. (2017 [2004]a). *L'expérience de l'injustice: reconnaissance et clinique de l'injustice*. Découverte. <https://books.google.ca/books?id=fwOrGwAACAAJ>
- Renault, E. (2017b). *Reconnaissance, conflit, domination*. CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.53025>
- Renault. (2023). *Abolir l'exploitation*. La Découverte. <https://www.cairn.info/abolir-l-exploitation--9782348081040.htm>
- Ricordeau, G. (2019). *Pour elles toutes : femmes contre la prison*. Lux Éditeur. <https://cyberlibris-levis.proxy.collecto.ca/book/88878296>
- Ricordeau, G. (2008). *Les détenus et leurs proches : solidarités et sentiments à l'ombre des murs*. Autrement. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb41244532r>
- Rolland-Diamond, C. (2016). *Black America : une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIXe - XXIe siècle)*. La Découverte. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.3917/dec.carol.2016.01>
- Scott, J. (2009). *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*. Éditions Amsterdam. <https://journals.openedition.org/lectures/39281>
- Siméant, Johanna. (1998). *La cause des sans-papiers*. Presses de Sciences po. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb370000339>

- Siméant, Johanna. (2009). *La grève de la faim*. Presses de Sciences Po. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.3917/scpo.simea.2009.01>.
- Smith, F. B. B., Reinmuth, J. et Améziane, J. R. (2021). *Big Black : Stand at Attica*. Panini. <https://books.google.ca/books?id=98ZAEAAAQBAJ>
- Snow, D. A., Soule, S. A. et Kriesi, H. (2004). *The Blackwell companion to social movements*. Blackwell Pub. <https://onlinelibrary-wiley-com.proxy.bibliotheques.uqam.ca/doi/book/10.1002/9780470999103>
- Stanley N. et Curry T. (réalisateurs). (2021, 9 septembre). ATTICA [Documentaire]. Showtime. <https://www.cinemaclock.com/films/attica-2021>
- Steinhilper, E. (2021). *Migrant Protest: Interactive Dynamics in Precarious Mobilizations*. Amsterdam University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1cvvbgc>
- Talpin, J., Carrel, M., Belgacem, S. H., Kaya, S., Purenne, A. et Roux, G. (2021). *L'épreuve de la discrimination : enquête dans les quartiers populaires*. PUF. <https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/l-epreuve-de-la-discrimination--9782130827245.htm>
- Thompson, H. A. (2014). Lessons from Attica: From Prisoner Rebellion to Mass Incarceration and Back. *Socialism and democracy*, 28(3), 153-171. <https://doi.org/10.1080/08854300.2014.963944>
- Thompson, H. A. (2017). *Blood in the Water: The Attica Prison Uprising of 1971 and Its Legacy*. Knopf Doubleday Publishing Group. <https://books.google.ca/books?id=oC0yDwAAQBAJ>
- Tilly, C. et Tarrow, S. G. (2008). *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*. Presses de Sciences Po. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb41265220k>
- Useem, B et Kimball, P. A. (2011). *Are Prisons Obsolete?* Seven Stories Press. https://books.google.ca/books?id=_wZ35GI4itgC
- Wang, J. (2020). *Capitalisme carcéral*. Éditions de la rue Dorion. <https://ruedorion.ca/capitalisme-carceral/>
- Zitouni, B. (2007). Michel Foucault et le groupe d'information sur les prisons :. comment faire exister et circuler le savoir des prisonniers. *Les Temps Modernes*, 645-646(4), 268-307. <https://doi.org/10.3917/ltn.645.0268>
- Zougbedé, É. (2021). Au début était la grève. Les grèves du travail des sans-papiers : l'appropriation de routines conflictuelles. *Revue européenne des migrations internationales*, 37(1), 207-227. <https://doi.org/10.4000/remi.18464>